

JOURNAL OFFICIEL

DES

ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOISMATAHITI 73.
N° 21.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAHANA 1
NOVEMA 1924.

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS	3 MOIS
Etablissements français de l'Océanie.	20 fr.	41 fr.	6 fr.
France, Colonies et Union postale.	26 fr.	14 fr.	3 fr.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'Imprimerie, à Papeete.

PRIX DU NUMÉRO : VOIR AUX ANNONCES

Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires : la ligne.....	0 50
Les mêmes, renouvelées : la ligne....	0 25
Annonces commerciales et avis divers : la ligne.....	1 »
Les mêmes, renouvelés : la ligne....	0 50

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

1924		Pages
	ACTES DU POUVOIR CENTRAL	
23 octobre.....	Arrêté promulguant dans la Colonie le décret du 30 août 1924, portant classement de la Station thermale de Bagnoles-de-l'Orne (Orne).....	311
23 octobre.....	Arrêté promulguant dans la Colonie le décret du 15 août 1924, portant modification au décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies.....	312
23 octobre.....	Arrêté promulguant dans la Colonie le décret du 3 septembre 1924, fixant le cadre du personnel métropolitain des Postes et Télégraphes détaché dans les Etablissements français de l'Océanie.....	313
23 octobre.....	Arrêté promulguant dans la Colonie le décret du 22 août 1924, fixant le cadre du personnel des Douanes dans les Etablissements français de l'Océanie.....	313
23 octobre.....	Arrêté promulguant dans la Colonie le décret du 18 septembre 1924, portant modification de l'article 214 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies.....	314
23 octobre.....	Arrêté promulguant dans la Colonie le décret du 19 septembre 1924, élevant le maximum des avances à consentir aux corps de troupe stationnaires outre-mer.....	315
23 octobre.....	Arrêté promulguant dans la Colonie les décrets du 18 septembre 1924, approuvant l'ouverture de crédits supplémentaires au Budget des Etablissements français de l'Océanie.....	316
	ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL	
14 octobre.....	Arrêté instituant dans la Colonie une Commission permanente spéciale, dite "du Domaine National".....	317
22 octobre.....	Arrêté rendant exécutoire le rôle supplémentaire de la prestation urbaine de la Commune de Papeete, pour le 3 ^e trimestre 1924.....	317
22 octobre.....	Arrêté rendant exécutoires les rôles supplémentaires du 3 ^e trimestre 1924, des perceptions de Papeete, Taravao, Moorea et Makatea, et divers rôles supplémentaires des perceptions de Huahine, Bora-Bora-Maupiti, Marquises, Gambier et Rurutu, pour les années 1924-1923.....	317
24 octobre.....	Arrêté portant réorganisation de la Caisse Agricole.....	318
24 octobre.....	Arrêté fixant la hiérarchie, le traitement et les conditions de recrutement du Secrétaire-Trésorier de la Caisse Agricole.....	323
27 octobre.....	Arrêté relatif à la revision de la classe 1925 et à l'examen des ajournés des classes 1922, 1923 et 1924.....	324
27 octobre.....	Arrêté désignant les Membres du Conseil de revision appelé à procéder à la formation de la classe 1925.....	324
29 octobre.....	Décision concernant l'organisation de la Fête Nationale de l'Armistice, du 11 novembre 1924.....	325
	Extraits.....	325

AVIS OFFICIELS

Station Agronomique. — Au sujet de la culture du coton.....	325
Enregistrement et Domaines. — Vente aux enchères publiques.....	326
Règlement de la cale de halage.....	327
Service des Contributions. — Avis.....	327

PARTIE NON OFFICIELLE

STATISTIQUES

Situation financière de la Caisse Agricole, au 1 ^{er} octobre 1924.....	328
Statistique sanitaire de la Commune de Papeete, pour le 3 ^e trimestre 1924.....	332
Observations météorologiques du mois d'août 1924.....	333

DIVERS

Annonces judiciaires.....	330
— commerciales et avis divers.....	330

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie le décret du 30 août 1924 portant classement de la Station thermale de Bagnoles-de-l'Orne (Orne.)

(Du 23 octobre 1924.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie; OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu la circulaire ministérielle n° 906, du 17 juillet 1920;

Vu le décret du 30 août 1924, portant classement de la Station thermale de Bagnoles-de-l'Orne (Orne),

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécuté selon ses forme et teneur, le décret

susvisé du 30 août 1924, portant classement de la Station thermale de Bagnoles-de-l'Orne (Orne).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 23 octobre 1924.

RIVET.

DÉCRET

(Du 30 août 1924.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 3 juillet 1897, sur les déplacements et les passages du personnel colonial, modifié par les décrets des 19 juin et 17 juillet 1913, 10 septembre 1920, 9 octobre 1921, 3 juillet et 30 août 1922, 15 septembre 1923 et 5 mai 1924 ;

Sur le rapport du Ministre des colonies,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — La station thermale de Bagnoles-de-l'Orne (Orne) est ajoutée à celles où les fonctionnaires du Service colonial et des Services locaux des colonies peuvent être envoyés en traitement dans les conditions prévues à l'article 12, position 5, du décret du 3 juillet 1897, modifié par les décrets des 19 juin et 17 juillet 1913, 10 septembre 1920, 9 octobre 1921, 3 juillet et 30 août 1922, 15 septembre 1923 et 4 mai 1924.

Art. 2. — La durée du traitement dans cette station est fixée à vingt et un jours.

Art. 3. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du Ministère des colonies.

Fait à Rambouillet, le 30 août 1924.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

DALADIER.

ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie le décret du 15 août 1924, portant modification au décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies.

(Du 23 octobre 1924.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu la circulaire ministérielle n° 906, du 17 juillet 1920 ;

Vu le décret du 15 août 1924, portant modification au décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécuté selon ses forme et teneur, le décret susvisé du 15 août 1924, portant modification au décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 23 octobre 1924.

RIVET.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris le 15 août 1924.

Monsieur le Président,

L'article 36 de la loi du 29 avril 1921 a élevé au chiffre de 100.000 fr. la limite des revenus ordinaires à partir de laquelle les comptes des receveurs des communes et établissements communaux de bienfaisance sont définitivement apurés par la Cour des comptes.

Les considérations qui ont amené le législateur à édicter cette prescription pour la métropole s'appliquent au même titre aux comptabilités des colonies auxquelles il convient d'étendre le bénéfice de la même mesure. A cet effet, il y a lieu de distinguer, d'une part, les comptes des communes soumises aux dispositions de la loi sur l'organisation municipale, d'autre part, les comptes des communes ou établissements publics placés sous le régime des décrets.

Les premiers sont régis par l'article 157 de la loi du 5 avril 1884 qui a dévolu à la Cour des comptes le jugement des comptes communaux ou hospitaliers, lorsque les revenus ordinaires ont dépassé 30.000 fr. pendant trois exercices consécutifs. Un projet de décret portant cette limite à 100.000 fr. pour les colonies, où la loi de 1884 est en vigueur, vous est soumis par ailleurs.

Les seconds, en vertu des articles 348 et 402 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, sont soustraits à la compétence des conseils privés dès qu'ils dépassent le chiffre de 30.000 fr. Il convient de modifier cette disposition, conformément aux termes de l'article 36 de la loi du 29 avril 1921, en vue de ne déferer à la juridiction de la haute Assemblée que les comptes des comptables des budgets régionaux, provinciaux, municipaux et hospitaliers qui ont dépassé 100.000 fr. pendant les trois dernières années.

En conséquence, nous avons fait préparer le projet de décret ci-annexé que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le Ministre des colonies,

DALADIER.

Le Ministre des finances,

par intérim,

RAYNALDY.

DÉCRET

(Du 15 août 1924.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois, ordonnances et décrets organiques des colonies ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'article 36 de la loi du 29 avril 1921 ;

Sur le rapport du Ministre des colonies et du Ministre des finances,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Les articles 348 et 402 du décret du 30 décembre 1912 sont modifiés comme suit :

Art. 348. — Lorsque le montant des recettes ordinaires constatées dans les trois dernières années dépasse 100.000 fr., les comptes des communes sont soumis au jugement de la Cour des comptes.

Dans le cas contraire, le jugement des comptes des communes appartient au Conseil privé.

Art. 402. — La Cour des comptes juge les comptes des recettes et des dépenses :

1° Des comptables chargés de recouvrer aux colonies les recettes perçues au profit du budget de l'Etat et des budgets du Service local ;

2° Des comptables des budgets régionaux, provinciaux ou municipaux, ainsi que des hospices et établissements de bienfaisance et autres établissements publics des colonies, lorsque le montant des recettes ordinaires constatées dans les trois dernières années dépasse 100.000 fr., par an.

Le Conseil privé juge les comptes des autres comptables.

Lorsque le montant des droits constatés sur les revenus ordinaires, déduction faite des réductions, a dépassé 100.000 fr. pendant trois exercices consécutifs, le Gouverneur prend un arrêté pour déférer les comptes à la Cour des comptes...

(Le reste sans changement.)

Art. 2. — Le Ministre des colonies et le Ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 15 août 1924.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République:

Le Ministre des colonies,
DALADIER.

Le Ministre des finances,
par intérim.
RAYNALDY.

ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie le décret du 3 septembre 1924, fixant le cadre du personnel métropolitain des Postes et Télégraphes détaché dans les Etablissements français de l'Océanie.

(Du 20 octobre 1924.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu la circulaire ministérielle n° 906, du 17 juillet 1920 ;

Vu le décret du 3 septembre 1924, fixant le cadre du personnel métropolitain des Postes et Télégraphes détaché dans les Etablissements français de l'Océanie,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécuté selon ses forme et teneur, le décret susvisé du 3 septembre 1924, fixant le cadre du personnel métropolitain des Postes et Télégraphes détaché dans les Etablissements français de l'Océanie.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 20 octobre 1924.

RIVET.

DÉCRET

(Du 3 septembre 1924.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 127, paragraphe B, alinéas 1^{er} et 2, de la loi de finances du 13 juillet 1911 ;

Vu le décret du 29 décembre 1917, réglant la situation des agents des postes et des télégraphes de la métropole détachés aux colonies ;

Vu le décret du 24 octobre 1920, fixant le cadre du personnel métropolitain des postes et des télégraphes détachés dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu le décret du 3 juillet 1922, portant modification à celui du 24 octobre 1920 ;

Vu les propositions formulées par le Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie ;

Sur le rapport du Ministre des colonies et du Ministre du commerce et de l'industrie,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. — Le cadre du personnel métropolitain des Postes et Télégraphes détaché dans les Etablissements français de l'Océanie est fixé ainsi qu'il suit :

Rédacteur ou Contrôleur Chef de Service.....	1
Commis.....	1
Total.....	2

Art. 2. — Sont et demeurent abrogées toutes dispositions antérieures au présent décret.

Art. 3. — Le Ministre des colonies et le Ministre du commerce et de l'industrie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré aux *Recueils des actes officiels* des administrations intéressées.

Fait à Rambouillet, le 3 septembre 1924.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République:

Le Ministre des colonies,
DALADIER.

Le Ministre du commerce
et de l'industrie,
RAYNALDY.

ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie le décret du 22 août 1924, fixant le cadre du personnel des Douanes dans les Etablissements français de l'Océanie.

(Du 23 octobre 1924.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu la circulaire ministérielle n° 906, du 17 juillet 1920 ;

Vu le décret du 22 août 1924, fixant le cadre du personnel des Douanes dans les Etablissements français de l'Océanie,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécuté selon ses forme et teneur, le dé-

cret susvisé du 22 août 1924, fixant le cadre du personnel des Douanes dans les Etablissements français de l'Océanie.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 23 octobre 1924.

RIVET.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris, le 22 août 1924.

Monsieur le Président,

Le décret du 29 septembre 1920 fixant le cadre du personnel des douanes dans les Etablissements français de l'Océanie s'est trouvé modifié par celui du 28 juin 1921 en ce qui concerne l'article 1^{er}, qui a porté ce cadre qui comportait le seul emploi du chef de service à l'effectif de trois agents, un vérificateur, un vérificateur adjoint et un sous-brigadier.

Or, le service des douanes des Etablissements français de l'Océanie a pris, depuis deux ans, une importance telle, que dans l'impossibilité de recruter sur place le personnel compétent nécessaire, le Gouverneur de cette possession a manifesté le désir de voir encore augmenter le nombre des agents du service des bureaux.

Il nous a paru qu'il y avait lieu de donner satisfaction au chef de la colonie, en adoptant des propositions qui tendent à composer le cadre de la manière suivante : un vérificateur principal ou vérificateur, comme chef de service, deux vérificateurs ordinaires ou adjoints pour le service des bureaux et un brigadier ou sous-brigadier pour celui des brigades.

Tel est l'objet du projet de décret ci-annexé, que nous vous serions reconnaissants, si vous partagez notre manière de voir, de vouloir bien revêtir de votre haute sanction.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le Ministre des colonies,
DALADIER.

Le Ministre des finances,
par intérim,
RAYNALDY.

DÉCRET

(Du 22 août 1924.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 127, paragraphe B, alinéas 1^{er} et 2, de la loi de finances du 13 juillet 1911 ;

Vu le décret du 2 mars 1912 portant fixation du personnel des douanes dans les colonies autres que l'Indochine et l'Inde française, modifié par les décrets des 6 juin et 9 novembre 1912, 25 septembre 1913, 23 février 1914, 15 septembre 1916, 21 septembre 1918, 2 juillet 1919 et 29 septembre 1920 ;

Vu le décret du 29 septembre 1920 organisant le service des douanes dans les Etablissements français de l'Océanie, modifié par le décret du 28 juin 1921 ;

Sur la proposition du Gouverneur de la colonie ;

Sur le rapport du Ministre des finances et du Ministre des colonies,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. — Le Service des Douanes dans les Etablissements

français de l'Océanie est dirigé par un Chef de Service servant au titre métropolitain, appartenant au service des bureaux et ayant le grade de Vérificateur principal ou de Vérificateur.

Art. 2. — Le cadre du personnel de ce service y compris le Chef de service est fixé ainsi qu'il suit :

A. — Service des bureaux.

Bureaux de visite et de perception :

Un Vérificateur principal ou Vérificateur, Chef de Service.
Deux Vérificateurs ordinaires ou adjoints.

B. — Service des brigades.

Un brigadier ou sous-brigadier.

Art. 3. — La quotité du supplément colonial de ces agents est déterminée par le règlement général sur la solde et les allocations accessoires du personnel colonial.

Art. 4. — Sont et demeurent abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

Art. 5. — Le Ministre des colonies et le Ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 22 août 1924.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,
DALADIER.

Le Ministre des finances,
par intérim.
RAYNALDY.

ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie le décret du 18 septembre 1924, portant modification de l'article 211 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies.

(Du 23 octobre 1924.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu la circulaire ministérielle n° 906, du 17 juillet 1920 ;

Vu le décret du 18 septembre 1924, portant modification de l'article 211 du décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécuté selon ses forme et teneur, le décret susvisé du 18 septembre 1924, portant modification de l'article 211 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 23 octobre 1924.

RIVET.

DÉCRET

(Du 18 septembre 1924.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois, ordonnances et décrets organiques des colonies ;
Vu le sénatus-consulte du 4 juillet 1866 réglant la constitution des colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion ;
Vu le décret du 31 mai 1862, portant règlement général sur la comptabilité publique, ainsi que le règlement arrêté le 14 janvier 1869 pour servir à l'exécution de ce décret en ce qui concerne le département de la marine et des colonies ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Sur le rapport du Ministre des colonies et du Ministre des finances,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — L'article 211, paragraphe unique, du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies est complété comme suit :

« à moins que des règlements spéciaux n'aient déterminé une autre limite ».

Art. 2. — Le Ministre des colonies et le Ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du Ministère des colonies.

Fait à Rambouillet, le 18 septembre 1924.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

DALADIER.

Le Ministre des finances,

CLÉMENTEL.

ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie le décret du 19 septembre 1924, élevant le maximum des avances à consentir aux corps de troupes stationnaires outre-mer.

(Du 23 octobre 1924.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu la circulaire ministérielle n° 906, du 17 juillet 1920 ;

Vu le décret du 19 septembre 1924, élevant le maximum des avances à consentir aux corps de troupes stationnaires outre-mer,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécuté selon ses forme et teneur, le décret susvisé du 19 septembre 1924, élevant le maximum des avances à consentir aux corps de troupes stationnaires outre-mer.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 23 octobre 1924.

RIVET.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris, le 19 septembre 1924.

Monsieur le Président,

Le décret du 30 décembre 1920 a fixé à 130.000 fr. le maximum des avances à consentir aux corps de troupes et aux comptables de l'intendance stationnés aux colonies, par application de l'article 17 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies.

En raison de la hausse générale des prix et des salaires, de la suppression, dans plusieurs de nos possessions d'outre-mer, du service de l'intendance qui entraîne des retards considérables dans l'ordonnancement des sommes dues à de nombreux corps, certaines unités ne sont plus en mesure de faire face à leurs paiements au moyen des fonds de roulement dont elles disposent. Il en est de même des gestionnaires des magasins chargés du ravitaillement des troupes en colonne qui ont également à alimenter en fonds, en temps normal, des annexes situées dans des régions très éloignées.

Aussi est-il devenu nécessaire d'élever à 250.000 fr. le montant des avances qui peuvent être faites aux corps de troupes et aux services de l'intendance aux colonies.

Tel est l'objet du présent décret, que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le Ministre des colonies,
DALADIER.

Le Ministre des finances,

CLÉMENTEL.

DÉCRET

(Du 19 septembre 1924.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre des colonies et du Ministre des finances,

Vu l'article 17 du décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies ;

Vu le décret du 30 décembre 1920, augmentant le chiffre des avances à faire aux agents spéciaux des Services régis par économie dans les colonies,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Le maximum des avances à consentir aux corps de troupes stationnés outre-mer, fixé par le décret du 30 septembre 1920 à 130.000 fr., est porté à la somme de 250.000 fr.

Les comptables du Service de l'Intendance chargés d'assurer le ravitaillement des troupes en colonne ou stationnées dans les territoires militaires, pourront recevoir des avances équivalentes dans les mêmes conditions.

Art. 2. — Le Ministre des colonies et le Ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Rambouillet, le 19 septembre 1924.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

DALADIER.

Le Ministre des finances,

CLÉMENTEL.

ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie les décrets du 18 septembre 1924, approuvant l'ouverture de crédits supplémentaires au Budget des Etablissements français de l'Océanie.

(Du 23 octobre 1924.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu la circulaire ministérielle n° 906, du 17 juillet 1920 ;

Vu les décrets du 18 septembre 1924, approuvant l'ouverture de crédits supplémentaires au Budget des Etablissements français de l'Océanie (Exercice 1923-24),

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont promulgués dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécutés selon leurs forme et teneur, les décrets susvisés du 18 septembre 1924, approuvant l'ouverture de crédits supplémentaires au Budget des Etablissements français de l'Océanie (Exercice 1923-24).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 23 octobre 1924.

RIVET.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris, le 15 septembre 1924.

Monsieur le Président,

Par arrêté du 20 mai 1924, le Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie a ouvert au budget local, exercice 1923, divers crédits supplémentaires s'élevant au total à 241.699 fr. 53 pour faire face principalement aux régularisations de paiements faits dans la métropole. Les ressources de l'exercice permettent de pourvoir à la réalisation de ces crédits.

Cette mesure ne soulevant de ma part aucune objection, j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction le projet de décret ci-joint approuvant l'arrêté susvisé.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le Ministre des colonies,
DALADIER.

DÉCRET

(Du 18 septembre 1924.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre des colonies,

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu le décret du 16 février 1923 approuvant le budget des Etablissements français de l'Océanie pour l'exercice 1923,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Est approuvé l'arrêté du Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie, en date du 20 mai 1924, portant ouverture au budget local, pour l'exercice 1923, de crédits supplémentaires, s'élevant au total à 241.699 fr. 53.

Art. 2. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du Ministère des colonies.

Fait à Rambouillet, le 18 septembre 1924.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,
DALADIER.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris, le 18 septembre 1924.

Monsieur le Président,

Par arrêté du 30 juin 1924, le Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie a ouvert au budget local (chap. XVII, art. 3), exercice 1924, des crédits d'ordre s'élevant ensemble à la somme de 600.000 fr. pour constitution des provisions hors de la colonie et dans les Agences spéciales.

Cette mesure ne soulevant de ma part aucune objection, j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction le projet de décret ci-joint approuvant l'arrêté susvisé.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le Ministre des colonies,
DALADIER.

DÉCRET

(Du 18 septembre 1924.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre des colonies,

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu le décret du 25 mars 1924 approuvant le budget des Etablissements français de l'Océanie pour l'exercice 1924,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Est approuvé l'arrêté du Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie en date du 30 juin 1924, portant ouverture au budget local pour l'exercice 1924 (chap. 17, art. 3, §§ 1^{er} et 2) de crédits d'ordre s'élevant au total à 600.000 fr.

Art. 2. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du Ministère des colonies.

Fait à Rambouillet, le 18 septembre 1924.

GASTON DOUMERGUE

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,
DALADIER.

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRÊTÉ instituant dans la Colonie une Commission permanente spéciale dite "du Domaine National".

(Du 14 octobre 1924.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu le décret du 20 septembre 1923, portant institution de Commissions départementales du Domaine national, ensemble l'arrêté de promulgation du 13 décembre 1923;

Vu la dépêche ministérielle n° 760, en date du 4 octobre 1923;

Sur la proposition du Secrétaire Général,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Il est institué dans la Colonie une Commission permanente spéciale dite "du Domaine National", chargée de procéder périodiquement à la revision des affectations des immeubles de l'Etat et des concessions de logement y accordées, ainsi qu'à l'étude des remaniements à apporter dans les installations des Services publics, en vue de rendre disponibles des immeubles ou des portions d'immeubles.

Art. 2. — Cette Commission se compose comme suit :

Le Secrétaire Général ou son délégué, *Président*;

Le Maire de la ville de Papeete;

Le Président de la Chambre de Commerce;

Le Chef du Service des Travaux publics;

Le Chef du Service des Domaines.

Art. 3. — Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 14 octobre 1924.

RIVET.

Par le Gouverneur:

Le Secrétaire Général,

SOLARI.

ARRÊTÉ rendant exécutoire le rôle supplémentaire de la prestation urbaine de la Commune de Papeete, pour le 3^{me} trimestre 1924.

(Du 22 octobre 1924.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu les articles 160 et 161 du décret financier du 30 décembre 1912;

Vu l'arrêté du 16 février 1881, sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes;

Vu le § 2 de l'article 25 du décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Le Conseil d'Administration entendu,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est rendu exécutoire le rôle supplémentaire de la prestation urbaine de la Commune de Papeete, pour le 3^{me} trimestre 1924, s'élevant à la somme de deux cent quatre-vingt-quatre francs soixante-dix centimes, savoir :

Prestation urbaine.....	294 ^f »
Frais d'avertissement.....	0 70
Total.....	<u>294^f 70</u>

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué pour exécution et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 22 octobre 1924.

RIVET.

Par le Gouverneur:

Le Chef du Service des Douanes
et Contributions,

L. LARQUÈRE.

ARRÊTÉ rendant exécutoires les rôles supplémentaires du 3^{me} trimestre 1924, des perceptions de Papeete, Taravao, Moorea et Makatea, et divers rôles supplémentaires des perceptions de Huahine, Borabora-Maupiti, Marquises, Gambier et Rurutu, pour les années 1924-1923.

(Du 22 octobre 1924.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret financier du 30 décembre 1912;

Vu l'arrêté du 16 février 1881, sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes;

Vu l'arrêté du 23 mars 1884, sur la perception des impôts directs dans les archipels;

Vu l'arrêté du 18 décembre 1923, approuvant le Budget des recettes et des dépenses du Service Local, pour l'année 1924;

Vu le § 2 de l'article 25 du décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Le Conseil d'Administration entendu,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont rendus exécutoires les rôles supplémentaires des perceptions désignées ci-après, pour les années 1924-1923, s'élevant à la somme de : dix-huit mille quatre cent soixante-huit francs quatre-vingt-trois centimes, savoir :

PERCEPTION DE PAPEETE.

Rôle supplémentaire du 3^{me} trimestre 1924.

Impôt personnel.....	114 »
Prestation rurale.....	504 »
Taxe sur les voitures.....	1.942 08
Patentes fixes.....	2.466 66
— proportionnelles.....	792 50
Formules de patente.....	80 »
Frais d'avertissement.....	6 50

Total de la perception de Papeete..... 5.905 74

PERCEPTION DE TARAVAO.

Rôle supplémentaire du 3^{me} trimestre 1924.

Impôt personnel.....	12 »
Prestation rurale.....	84 »
Taxe sur les voitures.....	17 50
Patentes fixes.....	736 65
— proportionnelles.....	46 55
Formules de patente.....	25 »
Frais d'avertissement.....	1 50

Total de la perception de Taravao..... 923 20

PERCEPTION DE MOOREA.

Rôle supplémentaire du 3^{me} trimestre 1924.

Patentes fixes.....	100 »	
Formules de patente.....	5 »	
Frais d'avertissement.....	0 10	
Total de la perception de Moorea.....		105 10

PERCEPTION DE MAKATEA.

Rôle supplémentaire du 3^{me} trimestre 1924.

Patentes fixes.....	10 »	
— proportionnelles.....	13 33	
Formules de patente.....	5 »	
Frais d'avertissement.....	0 10	
Total de la perception de Makatea.....		28 43

PERCEPTION DE HUAHINE.

Rôle supplémentaire du 3^{me} trimestre 1924.

Impôt personnel.....	12 »	
Prestation rurale.....	84 »	
Taxe sur les chiens.....	10 »	
Patentes fixes.....	1.066 68	
— proportionnelles.....	180 »	
Formules de patente.....	55 »	
Frais d'avertissement.....	0 70	
Total de la perception de Huahine.....		1.408 38

PERCEPTION DE BORABORA-MAUPITI.

Rôle supplémentaire du 1^{er} semestre 1924.

Patentes fixes.....	2.736 76	
Formules de patente.....	10 »	
Frais d'avertissement.....	1 60	
		2.748 36
Impôt personnel.....	60 »	
Prestation rurale.....	420 »	
Taxe sur les voitures.....	30 »	
Taxe sur les chiens.....	80 »	
Patentes fixes.....	1.097 08	
— proportionnelles.....	722 64	
Formules de patente.....	210 »	
Frais d'avertissement.....	4 70	
		2.594 42
Total de la perception de Borabora-Maupiti..		5.342 78

PERCEPTION DES MARQUISES.

Rôle supplémentaire de l'année 1924.

Impôt personnel.....	66 »	
Prestation rurale.....	462 »	
Taxe sur les chiens.....	270 »	
Patentes fixes.....	475 »	
— proportionnelles.....	181 66	
Formules de patente.....	40 »	
Frais d'avertissement.....	3 »	
Total de la perception des Marquises.....		1.497 66

PERCEPTION DES GAMBIE.

Rôle supplémentaire de l'année 1923.

Impôt personnel.....	114 »	
Prestation rurale.....	798 »	
Taxe sur les chiens.....	20 »	
Patentes fixes.....	80 »	
— proportionnelles.....	16 66	
Formules de patente.....	15 »	
Frais d'avertissement.....	2 40	
Total de la perception des Gambier.....		1.046 06

PERCEPTION DE RURUTU.

Rôle supplémentaire de l'année 1924.

Impôt personnel.....	54 »	
Prestation rurale.....	378 »	
Taxe sur les voitures.....	30 »	
Patentes fixes.....	1.563 75	
— proportionnelles.....	158 33	
Formules de patente.....	25 »	
Frais d'avertissement.....	2 40	
Total de la perception de Rurutu.....		2.211 48

Total général..... 18.468^{fr} 83

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué pour exécution et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 22 octobre 1924.

RIVET.

Par le Gouverneur :

Le Chef du Service des Douanes
et Contributions,
L. LARQUÈRE.

ARRÊTÉ portant réorganisation de la Caisse Agricole.

(Du 24 octobre 1924.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE
L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu l'arrêté du 20 octobre 1922, portant réorganisation de la Caisse Agricole, modifié par celui du 29 septembre 1923;

Vu les délibérations du Comité-Directeur de la Caisse Agricole dans ses séances des 13, 14, 15 mai, 8 et 22 juillet 1924;

Considérant qu'il y a lieu, pour assurer le bon fonctionnement de la Caisse Agricole, de procéder à une nouvelle réglementation;

Sur le rapport du Secrétaire Général;

Le Conseil d'Administration entendu,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Les arrêtés en date des 20 octobre 1922 et 29 septembre 1923, susvisés, sont abrogés.

Institution.

Art. 2. — La Caisse Agricole, créée par arrêté du 30 juillet 1863, est un Etablissement de crédit public dépendant du Service Local, fonctionnant sous sa surveillance et sa garantie et ayant pour objet les opérations déterminées à l'article 13 ci-après. Elle a comme but capital l'établissement et la protection des agriculteurs français ou sujets français.

Administration.

Art. 3. — La Caisse Agricole est administrée par un Comité-Directeur composé :

1^o D'un Membre, non fonctionnaire, du Conseil d'Administration, élu par cette Assemblée;

2° Du Receveur de l'Enregistrement ;

3° De quatre membres à la nomination du Gouverneur, dont deux choisis parmi les habitants notables et les deux autres proposés par les Chambres de Commerce et d'Agriculture respectivement.

A titre transitoire le Comité-Directeur actuel restera en fonction jusqu'à l'expiration normale du mandat des membres élus ;

4° D'un Secrétaire-Trésorier nommé par le Gouverneur sur la proposition du Censeur.

Le mandat du membre élu par le Conseil d'Administration expire avec celui qu'il a eu au sein de cette Assemblée. En cas de décès ou de démission, il est procédé à son remplacement et les fonctions du nouveau membre durent, à moins de nouvelle démission, jusqu'à l'expiration de son mandat.

Le mandat des membres nommés par le Gouverneur dure deux ans ; en cas de décès ou de démission de l'un d'eux, il est procédé à son remplacement. La durée du mandat du nouveau membre est limitée à la date à laquelle devait expirer le mandat de celui qu'il remplace.

Sera considéré comme démissionnaire et remplacé, tout membre qui n'aura pas assisté aux séances pendant une durée de trois mois consécutifs sans un congé régulier accordé par le Gouverneur sur avis du Censeur administratif.

Les membres du Comité-Directeur ne doivent avoir, au moment de leur entrée en fonctions et pendant toute la durée de leur mandat, aucune dette envers la Caisse Agricole, soit comme débiteur principal, soit comme caution.

Le Comité élit dans son sein un Président et un Vice-Président.

Le Receveur de l'Enregistrement ne prend pas part à l'élection et n'est pas éligible.

Le Président et le Vice-Président sont élus pour deux ans. Ils peuvent être réélus. Après quatre années de présidence ou de vice-présidence, le Président et le Vice-Président ne peuvent être réélus chacun, pour la fonction qu'il occupe, qu'après un délai de deux ans.

En cas de cessation de fonction du Président ou du Vice-Président, par décès, démission ou expiration du mandat, le Comité réuni procède immédiatement à son remplacement. Dans ce cas, le mandat du nouvel élu est limité à la date d'expiration du mandat de son prédécesseur.

Les fonctions de membre, de Président ou de Vice-Président du Comité-Directeur sont honorifiques.

Art. 4. — Le Comité-Directeur se réunit sur la convocation de son Président, chaque fois qu'il est nécessaire et au moins une fois par mois.

Chargé de l'administration générale de l'Etablissement, il statue sur toutes les demandes qui lui sont adressées. Aucune opération ne peut être soustraite à sa connaissance et à son contrôle.

Le Comité-Directeur ne peut délibérer valablement sans le concours de trois membres. Le Président a voix prépondérante s'il y a partage.

En cas d'absence ou d'empêchement de l'un des membres du Comité-Directeur, il est remplacé par un membre suppléant. Il est nommé à cet effet, par le Gouverneur, quatre membres suppléants, dans les mêmes conditions que les titulaires.

Les délibérations du Comité sont secrètes et de nature strictement confidentielle.

Le Président seul a qualité pour en donner connaissance dans la mesure où il est nécessaire pour les opérations de la Caisse Agricole et sans jamais indiquer les avis personnels émis par les membres ou par le Censeur.

Du Secrétaire-Trésorier et du personnel auxiliaire de la Caisse Agricole.

Art. 5. — Le Secrétaire-Trésorier assiste aux délibérations du Comité-Directeur, avec voix consultative.

Il est chargé de la tenue de la comptabilité et de la caisse ; il a la rédaction des procès-verbaux des séances du Comité-Directeur, de l'exécution des décisions prises et, généralement, de toutes les écritures de la Caisse Agricole.

Tous actes, obligations ou marchés au nom de la Caisse Agricole sont passés par lui ou par ses soins, conformément aux délibérations du Comité-Directeur et après en avoir été approuvés ; le Secrétaire-Trésorier donne seul toutes mainlevées, avec ou sans constatation de paiement ; sa signature engage l'Etablissement pour tout ce qui est relatif à ses fonctions.

Toutes opérations engagées par le Secrétaire-Trésorier contrairement aux délibérations prises ne seront pas valables et engageront sa responsabilité pécuniaire.

Il est tenu d'assurer, sous la haute autorité du Président, l'exécution des résolutions du Comité-Directeur.

Toutes demandes, notifications, injonctions touchant le service ou le fonctionnement de la Caisse Agricole lui sont adressées.

La Caisse Agricole sera représentée en justice par le Gouverneur, conformément aux dispositions de l'art. 50 du décret du 28 décembre 1885, poursuites et diligences du Secrétaire-Trésorier. Toutefois, aucune action ne peut être intentée ou soutenue au nom de l'Etablissement que sur délibération spéciale du Comité-Directeur et après autorisation du Conseil d'Administration.

Sont exceptés de cette autorisation préalable tous actes conservatoires interruptifs de déchéance que le Secrétaire-Trésorier peut être appelé à faire directement, de même que toutes poursuites ayant pour objet l'exécution d'un titre ou d'un effet souscrit.

Le Secrétaire-Trésorier est chargé de l'exécution des délibérations du Comité non frappées d'opposition par le Censeur : il est, pour cela, placé sous la surveillance et le contrôle du Président du Comité-Directeur.

Un arrêté du Gouverneur fixera les conditions de recrutement du Secrétaire-Trésorier qui, en outre de sa solde, percevra, à titre d'indemnité de responsabilité de caisse, des remises calculées à raison de 0 fr. 50 % sur toutes les recettes effectives autres que les dépôts.

Sur les encaissements des dépôts, il n'aura en conséquence droit à aucune remise.

Les remises sont payables chaque mois.

Le Secrétaire-Trésorier est soumis à un cautionnement de huit mille francs, constitués soit par le dépôt de pareille somme en numéraire dans la caisse de l'établissement, ou en valeurs de premier ordre acceptées par le Comité-Directeur, soit encore par une première hypothèque sur des propriétés valant le double. L'intérêt du cautionnement en numéraire lui est servi à raison de 5 % l'an. L'inscription d'hypothèque sera prise sur des bordereaux signés par le Président du Comité-Directeur.

Art. 6. — Le personnel auxiliaire nécessaire aux écritures et à la tenue de l'Etablissement est nommé par le Comité-Directeur sur la proposition du Secrétaire-Trésorier. Les appointements de ce personnel sont fixés chaque année, au mois de novembre, par le Comité-Directeur, dans une limite soumise au Gouverneur et approuvée par lui.

Art. 7. — Les employés de la Caisse Agricole ne pourront faire avec l'Etablissement aucune opération autre que des dépôts.

Du censeur.

Art. 8. — Le Secrétaire Général de la Colonie occupe près de l'Etablissement les fonctions de Censeur. En cas d'empêchement, il peut se faire suppléer par un autre fonctionnaire relevant de son autorité.

Le Censeur, ou son délégué, assiste à toutes les délibérations avec voix consultative; il tient la main à la stricte exécution des statuts de l'établissement et peut frapper d'opposition toute résolution du Comité-Directeur qui lui paraîtrait s'en écarter ou de nature à compromettre la situation de la Caisse Agricole.

Les délibérations du Comité-Directeur sont exécutoires si elles n'ont pas été frappées d'opposition de la part du Censeur dans les 48 heures qui suivent la délibération, sauf les restrictions faisant l'objet des articles 13, 14 et 18.

Cette opposition est notifiée par écrit au Président du Comité-Directeur dans les bureaux et entre les mains du Secrétaire-Trésorier. Elle emporte sursis à toute exécution jusqu'à ce qu'il ait été statué par le Gouverneur en Conseil d'Administration.

Le Comité-Directeur est entendu en Conseil d'Administration sur le conflit, par l'organe de son Président.

La décision qui intervient est définitive. Elle est notifiée au Président du Comité-Directeur qui est tenu de s'y conformer.

Outre les attributions ci-dessus spécifiées, le Censeur exerce encore, sur la tenue des écritures et de la caisse, un contrôle permanent dont il sera ci-après parlé.

Mesures de surveillance.

Art. 9. — La comptabilité de la Caisse Agricole est placée sous le contrôle permanent du Comité-Directeur et spécialement sous celui du Secrétaire Général, Censeur, ou de son délégué, à qui le Secrétaire-Trésorier est tenu, à toute réquisition, d'exhiber sa comptabilité avec les pièces

justificatives de ses opérations, le tout sans déplacement.

La caisse est soumise à des vérifications mensuelles, sans préjudice de vérifications inopinées du Censeur ou de son délégué.

Chaque mois, après vérification de la caisse, le Secrétaire-Trésorier est tenu de remettre au Censeur un état visé par le Président du Comité-Directeur et présentant la situation de la Caisse à l'échéance de chaque mois.

Cet état de situation est publié au *Journal officiel* de la Colonie.

Le Secrétaire-Trésorier devra fournir au Censeur un état faisant ressortir le montant des dépôts à rembourser dans le courant du mois suivant, de même que le montant des échéances (capital et intérêts) devant être recouvrées dans la même période.

L'encaisse à conserver par le Secrétaire-Trésorier pour les besoins du service courant ne peut excéder la somme de quinze mille francs. Le surplus est déposé en compte courant à la Banque de l'Indo-Chine.

Art. 10. — Le compte annuel des opérations de la Caisse Agricole est présenté au Comité-Directeur par le Secrétaire-Trésorier, dans la première quinzaine du mois d'avril de chaque année et soumis par le Secrétaire Général à l'approbation du Gouverneur en Conseil d'Administration, après vérification et rapport par une Commission composée :

- D'un Membre du Conseil d'Administration;
- Du Trésorier-Payeur ou de son délégué;
- Du Chef du Bureau des Finances.

De la comptabilité

Art. 11. — La comptabilité de la Caisse Agricole est tenue dans la forme commerciale et en partie double.

Elle est arrêtée au 31 décembre de chaque année. Outre les livres dont la tenue est exigée par la loi, le Secrétaire-Trésorier peut, avec l'autorisation du Comité-Directeur, ouvrir les livres auxiliaires qui lui paraîtraient nécessaires.

Toutes les quittances délivrées par le Secrétaire-Trésorier doivent être détachées d'un registre à souches et numérotées.

Il lui est interdit d'en délivrer sur pièces ou feuilles volantes.

Les traites tirées par la Caisse Agricole sont soumises aux mêmes règles que celles relatives aux quittances.

Indépendamment des livres de comptabilité, le Secrétaire-Trésorier doit tenir un registre spécial des délibérations du Comité-Directeur.

Ces délibérations sont signées par tous les membres qui y ont pris part et par le Censeur. Tous grattages, surcharges ou interlignes sont strictement interdits. Tous renvois ou ratures doivent être signés ou paraphés.

Copie des délibérations du registre spécial doit être adressée au Gouverneur dans les quinze jours qui suivent la date des dites délibérations.

Le Secrétaire-Trésorier tient également enregistrement de tous actes, décisions, arrêtés, ordres, notifications, injonctions, dépêches, etc., concernant la Caisse Agricole.

Aucune pièce de dépense ne peut être admise si le motif de la dépense n'est indiqué ainsi que la date et le mode de l'autorisation donnée de payer signée par le Président du Comité-Directeur ou de son délégué.

Des revenus de la Caisse Agricole.

Art. 12. — La Caisse Agricole s'alimente ainsi :

- 1^o du produit de ses diverses opérations ci-après déterminées ;
- 2^o du produit de la vente des traites qui peuvent être mises à sa disposition ou qu'elle aurait à émettre sur ses correspondants ;
- 3^o Des subventions que peut lui consentir la Colonie sur les fonds du budget local, sur la demande du Comité-Directeur.

Des opérations de la Caisse Agricole.

Art. 13. — Les opérations que la Caisse Agricole est autorisée à faire portent sur :

- 1^o Les acquisitions, échanges, ventes, cessions ou locations de terrains pour l'établissement d'agriculteurs ou d'industriels agricoles ;
- 2^o Les avances de premier établissement à faire éventuellement aux dites personnes, en espèces ou en nature (matériaux, instruments aratoires, bestiaux, animaux de basse-cour) ;
- 3^o Les prêts sur hypothèques de propriétés rurales ou urbaines, sous réserve que les sommes ainsi prêtées seront affectées en totalité à une entreprise ou à une industrie agricole ;
- 4^o Les prêts sur cautions aux agriculteurs et aux industriels agricoles.

Les prêts et les avances de toute nature ne pourront être consentis en faveur d'une même personne ou Société que dans la limite de *cinquante mille francs* (50.000 fr.) ; au delà de cette somme et jusqu'à la limite maximum de 100.000 fr., les prêts ne pourront être consentis qu'après autorisation du Gouverneur en Conseil d'Administration, sur avis motivé du Comité-Directeur.

La Caisse Agricole se réserve le droit de vérifier l'utilisation de toute somme prêtée ou avancée.

En cas de non affectation à une entreprise d'industrie agricole, le remboursement deviendra exigible.

Des acquisitions, échanges, ventes, cessions ou locations de terrains.

Art. 14. — Les achats, échanges ou locations de terrains pourront être faits par la Caisse Agricole, soit par anticipation, soit sur le choix et la demande des destinataires.

Les ventes ou cessions pourront être consenties, soit au comptant soit à terme, aux prix et conditions arrêtés par le Comité-Directeur et après expertise effectuée dans les conditions déterminées à l'article 16 ci-après.

Tous achats d'immeubles d'une valeur supérieure à 50.000 francs et jusqu'à la limite de 80.000 fr. seront soumis à l'approbation préalable du Gouverneur en Conseil d'Administration.

La Caisse Agricole s'interdit tous achats à réméré, ainsi que ceux faits à la barre du tribunal.

En ce qui concerne les achats faits par des tiers à la barre du tribunal, la Caisse Agricole pourra, après production d'expertise faite avant l'achat, et après décision motivée du Comité-Directeur, consentir des prêts dans les limites prévues au § 3 du présent article.

Ces prêts, sous peine de déchéance, devront être réalisés dans un délai maximum de 6 mois à compter du jour de l'adjudication.

Le remboursement des prix de vente ou de cession d'immeubles consentie à terme devra être effectué dans un délai qui ne pourra excéder 10 ans pour le colon qui s'installe et 6 ans pour le colon déjà établi.

Ce remboursement de capital s'effectuera par paiements semestriels dont le premier ne sera exigible que deux ans après la vente ou la cession pour l'agriculteur qui s'installe, et un an pour le colon déjà établi : sauf au cas où, en cours d'exécution du contrat, l'emprunteur se trouvera, par suite de circonstances indépendantes de sa volonté, dans l'impossibilité de faire face à ses engagements. Dans ce cas le Comité-Directeur pourra proroger d'un mois ou de trois mois, au maximum, suivant la catégorie, le remboursement des tranches de capital, les intérêts restant toujours exigibles.

Les intérêts aux taux de 8 % l'an seront exigibles semestriellement à partir de la signature de l'acte sur le montant total du prêt.

Avance de premier établissement.

Art. 15. — Les avances de toute nature consenties aux agriculteurs ou industriels agricoles pour premier établissement ne pourront excéder la somme de *mille cinq cents francs* par agriculteur si celui-ci n'a pas d'enfants ou de parents avec lui, et, au cas où il en aurait, si ceux-ci ne sont pas adultes. Si l'agriculteur a des enfants adultes, il pourra recevoir *mille francs* pour lui et *cinq cents francs* par membre adulte de sa famille.

Ces avances s'ajouteront au prix de l'immeuble cédé et seront remboursées avec les intérêts de 8 % l'an, dans les mêmes délais que ceux prévus à l'article 14, sauf prorogation dans les conditions prévues par le même article.

Prêts à objet agricole sur hypothèques de propriétés rurales ou de ville.

Art 16. — Les prêts prévus au § 3 de l'article 13 seront faits de préférence sur première ou au besoin sur deuxième hypothèque. Ils devront être réalisés, sous peine de déchéance, dans un délai qui ne pourra pas excéder six mois à compter du jour de la décision du Comité-Directeur accordant les prêts.

Ils porteront intérêt à 8 % l'an, payable semestriellement.

Le même intérêt demeurera fixé pour les prêts sur hypothèque de propriété urbaine, qui seront destinés à l'amélioration d'une entreprise agricole.

Le montant du prêt ne pourra excéder la moitié de la va-

leur de l'immeuble affecté à sa garantie, déduction faite, dans le cas d'existence d'une première hypothèque, d'une somme égale au montant du droit réel déjà accordé.

L'appréciation de cette valeur sera faite en dernier ressort par le Comité-Directeur sur le rapport de tels experts qu'il plaira au Président de commettre pour l'éclairer.

Les experts seront nommés d'avance, par décision du Gouverneur sur la proposition du Comité-Directeur. Ils seront révocables par la même procédure et seront réglés par la Caisse Agricole après visa des états de frais.

Les frais d'expertise sont à la charge de l'emprunteur qui devra, au moment du dépôt de la demande, consigner la provision qui lui sera réclamée par le Secrétaire-Trésorier.

Dans l'évaluation des immeubles, il ne sera pas tenu compte des constructions si elles ne sont assurées pour la durée de l'emprunt par une Compagnie agréée par la Caisse Agricole.

Le remboursement de ces prêts se fera dans un délai maximum de 10 années, en vingt paiements semestriels égaux, à partir de la signature de l'acte, sauf prorogation des échéances à accorder par le Comité-Directeur, par un délai qui ne saurait excéder 3 mois, sans effet sur le terme suivant.

Les intérêts seront toujours exigibles semestriellement à partir de la signature de l'acte, sur le montant total du prêt.

Prêts sur cautions.

Art. 17. — Des prêts sur signature de deux cautions admises par le Comité-Directeur pourront être faits jusqu'à concurrence de *dix mille francs* par individu ou collectivité, aux agriculteurs ou industriels agricoles.

Le Comité-Directeur appelé à statuer lorsque les cautions offertes ou l'une d'elles n'ont pas été cotées comme il est dit ci-dessous, ne doit pas connaître, à l'exception du Président, du Secrétaire-Trésorier et du Censeur, le nom du signataire de la demande d'emprunt au moment de cet examen. Le but de la demande du prêt doit être spécifié. Ces prêts ne seront consentis qu'à la condition que les cautions déclarent, dans l'obligation, agir conjointement et solidairement et renoncer au bénéfice de discussion et de division.

Ils n'auront qu'une durée de six mois et porteront intérêts à 8 % l'an.

Pour faciliter le fonctionnement de ce genre de prêts, il sera établi par le Comité une échelle de crédit à accorder aux cautions, échelle qui sera révisée tous les trois mois au moins.

Les prêts sur cautions pourront être consentis dans la mesure du crédit ainsi déterminé.

Les prêts sur signatures à six mois pourront être prorogés pour une durée de trois mois au moins ou de six mois au plus, sur le consentement des deux cautions et après paiement intégral des intérêts échus.

Prêts sur hypothèques de propriétés de ville.

Art. 18. — Il pourra être exceptionnellement consenti sur les propriétés de ville, ainsi que sur les constructions qui y seraient édifiées, des prêts n'ayant pas un caractère agricole, mais en première hypothèque seulement et sous la réserve que les constructions soient assurées dans les conditions prévues à l'article 16. Les prêts de cette nature ne devront pas dépasser la moitié de la valeur de l'immeuble à dire d'expert; ils ne pourront en aucun cas excéder au total le 1/5^e des revenus affectés aux opérations énumérées aux quatre paragraphes de l'article 13 et ne seront consentis que suivant les disponibilités de l'encaisse. Ils ne pourront excéder *cinquante mille francs* et devront être soumis à l'approbation du Gouverneur en Conseil d'Administration.

Ces prêts devront, sous peine de déchéance, être réalisés dans un délai maximum de 6 mois à compter du jour de la décision du Comité-Directeur qui les a accordés.

Les prêts sur hypothèques de propriétés de ville seront faits au taux de 9 % l'an. Le taux d'intérêt pourra être réduit à 8 % si la preuve est faite par l'emprunteur que les sommes mises à sa disposition ont été affectées à des travaux d'assainissement du terrain ou de l'immeuble d'habitation et dont l'exécution aura été préalablement approuvée par le Service d'Hygiène.

Cette preuve devra être fournie au moyen de mémoires et de factures acquittées.

Au cas où cette démonstration n'aura pas été faite dans le délai d'un an à compter de la signature de l'acte, le taux d'intérêt sera porté à 12 % à partir du premier jour de la deuxième année.

Les prêts sur hypothèques de propriétés de ville seront remboursables dans un délai maximum de six années, en douze paiements semestriels et égaux, à partir de la signature de l'acte, augmentés des intérêts courus, sauf prorogation des échéances à accorder par le Comité-Directeur pour un délai qui ne saurait excéder 3 mois, les intérêts restant toujours exigibles.

Fonds de réserve.

Art. 19. — Trois mois après la publication du présent arrêté, un tiers de l'encaisse existante à ce moment-là sera prélevé pour constituer le premier apport du fonds de réserve.

Chaque année ce fonds de réserve s'augmentera du tiers de l'excédent des recettes sur les dépenses. Ce prélèvement sera facultatif lorsque le fonds de réserve aura atteint le tiers du montant des dépôts à intérêts.

Ce fonds de réserve sera constitué en Bons de la Défense Nationale, ou en toutes autres valeurs acceptées par le Comité-Directeur et facilement négociables.

Des dépôts.

Art. 20. — Les dépôts que la Caisse Agricole est autorisée à recevoir sont de cinq catégories :

1^o Dépôts sans intérêts.

2^o Dépôts à intérêts à 2 % l'an.

3° Dépôts à intérêts à 3 % l'an.

4° Dépôts à intérêts à 4 % l'an.

5° Dépôts à intérêts à 5 % l'an.

Les dépôts de la première catégorie seront reçus jusqu'à concurrence de *trente mille francs* et ne devront pas être employés en prêts; ils seront remboursables à vue.

Ceux de la deuxième catégorie peuvent être reçus jusqu'à concurrence de *quinze mille francs*; ils porteront intérêts à 2 % l'an et sont remboursables à quinze jours de vue. Toutefois des retraits à vue n'excédant pas *cinq mille francs* seront consentis de 15 jours en 15 jours.

Ceux de la troisième catégorie peuvent être reçus jusqu'à concurrence de *trente mille francs*; ils portent intérêts à 3 % l'an et sont remboursables avec préavis d'un mois, donné après un dépôt effectif de deux mois.

Ceux de la quatrième catégorie peuvent être reçus jusqu'à concurrence de *quarante mille francs*; ils portent intérêts à 4 % l'an et sont remboursables avec un préavis de deux mois donné après un dépôt effectif de six mois.

Ceux de la cinquième catégorie peuvent être reçus jusqu'à concurrence de *quarante mille francs*; ils portent intérêts à 5 % l'an et sont remboursables avec préavis de 3 mois donné après un dépôt effectif de neuf mois.

Toutes sommes qui ne seraient pas retirées à la date de l'échéance du préavis donné par un déposant seraient versées d'office à la catégorie des dépôts sans intérêts.

Le minimum des dépôts portant intérêts est fixé à *vingt francs*.

Les dépôts seront reçus tous les jours ouvrables et directement par le Secrétaire-Trésorier, de 8 heures à 10 heures 30 et de 14 heures à 16 heures, sauf le dernier jour du mois à partir de 10 heures 30 et les trois derniers jours de l'année.

Si le dernier jour du mois ou si l'un des trois derniers jours de l'année tombe un dimanche, les guichets seront fermés la veille à partir de 10 heures 30.

Le premier versement ne peut être inférieur à cinq francs. Les versements subséquents seront de un franc au moins.

Lors du premier versement le Secrétaire-Trésorier remet au déposant, contre remboursement, un livret destiné à recevoir la mention de chaque versement et de chaque retrait. Chacune de ces opérations est constatée sur le livret par la signature du Secrétaire-Trésorier.

Chaque versement ou chaque retrait sera immédiatement inscrit sur le *Livre de détail* de la Caisse Agricole, à l'article spécial du déposant.

Les intérêts acquis sont réglés au premier janvier de chaque année seulement. Ils viennent alors en accroissement du capital. Ils sont calculés intégralement du jour du versement au jour du retrait des sommes déposées.

Lorsque les sommes déposées par un particulier arrivent à excéder la limite du dépôt de chaque catégorie, l'excédent sera versé d'office à la catégorie de dépôts sans intérêts.

Des carnets de chèques seront délivrés gratuitement aux déposants qui en feront la demande.

Des traites de la Caisse Agricole.

Art. 21. — La Caisse Agricole est autorisée à tirer sur

ses correspondants, pour le montant des ouvertures de crédit qui lui seront dûment notifiées, et à vendre à son profit, des traites en la forme et au prix arrêtés par le Comité-Directeur.

Les traites de la Caisse Agricole devront porter la signature du Président du Comité-Directeur, du Secrétaire-Trésorier et du Censeur.

Dispositions générales.

Art. 22. — Toutes réclamations contre la Caisse Agricole et contre ses Agents seront adressées au Censeur qui en avisera le Comité-Directeur. Elles seront ensuite transmises avec la délibération qui les concerne, et pour solution, à M. le Gouverneur en Conseil d'Administration.

Au cas de dissolution de la Caisse Agricole, l'excédent de l'actif sur le passif appartiendra au Service Local qui devra l'utiliser en vue du développement de l'agriculture locale.

Art. 23. — Aucune opération ne pourra être engagée en dehors de celles déterminées par le présent arrêté.

Art. 24. — Toutes dispositions antérieures contraires à celles du présent arrêté sont et demeurent abrogées. Toutefois, en ce qui concerne les dépôts effectués sous l'empire des textes antérieurs, les intéressés auront à faire connaître, dans un délai de trois mois à dater de la publication du présent arrêté, la catégorie de leur choix.

Passé ce délai, les dépôts seront placés d'office à la cinquième catégorie et aucune réclamation ne sera admise.

En ce qui concerne les personnes qui, antérieurement à la publication du présent arrêté, auront fait leur demande de retrait de fonds en se basant sur les textes des arrêtés des 29 octobre 1922 et 29 septembre 1923, la Caisse Agricole les remboursera en conformité de ces textes.

Art. 25. — Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 24 octobre 1924.

RIVET.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire Général,

SOLARI.

ARRÊTÉ fixant la hiérarchie, le traitement et les conditions de recrutement du Secrétaire-Trésorier de la Caisse Agricole.

(Du 24 octobre 1924.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu l'arrêté de ce jour réorganisant la Caisse Agricole;

Sur la proposition du Secrétaire Général;

Le Conseil d'Administration entendu,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — La hiérarchie et le traitement du Secrétaire-Trésorier de la Caisse Agricole sont fixés comme suit :

Secrétaire-Trésorier de 3 ^{me} classe.....	48.000 fr.
id. de 2 ^{me} classe.....	24.000 fr.
id. de 1 ^{re} classe.....	30.000 fr.
id. hors classe.....	36.000 fr.

Art. 2. — Le Secrétaire-Trésorier de la Caisse Agricole devra être citoyen français et avoir satisfait à ses obligations militaires. Il sera recruté, de préférence, parmi les anciens fonctionnaires, employés de banque ou de commerce ayant des connaissances certaines de comptabilité.

Art. 3. — La nomination du Secrétaire-Trésorier n'aura lieu qu'à la dernière classe; il ne pourra être nommé à la 2^{me} classe, s'il n'a accompli 3 années au moins de services effectifs dans la 3^{me} classe; à la 1^{re} classe qu'après 4 années de services effectifs dans la 2^{me} classe; hors classe qu'après 5 années de services effectifs dans la 1^{re} classe.

Art. 4. — Les nominations et promotions auront lieu par décision du Gouverneur, sur la proposition du Secrétaire Général, Censeur de la Caisse Agricole.

Art. 5. — Les mesures disciplinaires applicables au Secrétaire-Trésorier sont les suivantes :

La réprimande, infligée par le Président du Comité-Directeur ;

Le blâme, infligé par le Censeur ;

La suspension de fonctions, comportant retenue de solde pendant six mois au plus, sera prononcée par le Gouverneur sur la proposition du Censeur après avis du Comité-Directeur ;

La révocation et la rétrogradation seront prononcées par le Gouverneur, après avis d'un Conseil d'enquête, composé :

Du Secrétaire Général, *Président* ;

D'un Membre du Conseil d'Administration ;

Du Président de la Chambre d'Agriculture ;

D'un Chef de Service ;

D'un Magistrat, *Rapporteur*.

Art. 6. — Les dispositions du présent arrêté ne sauraient, en aucun cas, concéder au Secrétaire-Trésorier la qualité de fonctionnaire du Service Local.

Art. 7. — Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 24 octobre 1924.

RIVET.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire Général,

SOLARI.

ARRÊTÉ relatif à la revision des jeunes gens de la classe 1925 et à l'examen des ajournés des classes 1922, 1923 et 1924.

(Du 27 octobre 1924.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu la loi du 1^{er} avril 1923, sur le recrutement de l'armée ;

Vu l'arrêté local n° 325, en date du 3 juillet 1924, relatif au recensement de la classe 1925 ;

Vu l'arrêté ministériel (Guerre), en date du 8 mars 1924, relatif à la formation de la classe 1925 ;

Vu l'arrêté interministériel, en date du 6 mars 1924, déterminant les conditions d'application de la loi du 1^{er} avril 1923 dans les colonies, et son rectificatif en date du 8 août 1924,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Le Conseil de revision appelé à examiner les jeunes gens de la classe 1925 et les ajournés des classes 1922, 1923 et 1924, se réunira aux lieux, jours et heures ci-après indiqués :

1^o *A la Mairie de Papeete.* — Le 19 novembre 1924, de huit heures à onze heures trente, pour la Commune de Papeete, les districts de Pare, Arue, Mahina, Papenoo.

Le 20 novembre 1924, aux mêmes heures, pour les districts de Faâa, Punaauia, Paea, Papara, Afareaitu, Haapiti, Papetoai, Teavaro-Teaharoa.

2^o *A la Chefferie de Taravao.* — Le 22 novembre 1924, de huit heures à onze heures, pour les districts de Mataiea, Papeari, Afaahiti, Vairao, Teahupoo, Pueu, Tautira, Hitiaa, Tiarei-Mahaena.

Art. 2. — La séance de clôture des opérations de revision aura lieu à la Mairie de Papeete, le 2 décembre 1924, à 9 heures.

Art. 3. — Conformément aux dispositions de l'article 18 de la loi de recrutement, MM. le Maire de Papeete et les Chefs des districts auxquels appartiennent les jeunes gens appelés devant le Conseil de revision, sont tenus d'assister aux séances. Ils ont le droit de présenter des observations et doivent, en application de l'article 28 de la loi, signer la liste de recrutement concernant leur commune ou district. Ils sont revêtus de leurs insignes ainsi d'ailleurs que les Membres du Conseil de revision.

Art. 4. — Après lecture publique des tableaux de recensement, la constatation de l'aptitude physique des jeunes gens aura lieu à huis clos. Toutefois, pourra être admis, sur sa demande, à assister à la visite, le père ou le tuteur du jeune homme présenté à l'examen.

Art. 5. — Le Secrétaire Général et le Lieutenant Commandant le Détachement d'Infanterie coloniale, chargé du recrutement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, notifié et publié partout où besoin sera, et affiché dans la Commune de Papeete et dans les districts de Tahiti et de Moorea.

Papeete, le 27 octobre 1924.

RIVET.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire Général,

SOLARI.

*Le Lieutenant
chargé du recrutement,*

A.-H. DEMAY.

ARRÊTÉ désignant les Membres du Conseil de revision appelé à procéder à la formation de la classe 1925.

(Du 27 octobre 1924.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu la loi du 1^{er} avril 1905, sur le recrutement de l'armée ;

Vu l'arrêté interministériel du 6 mars 1924, et en particulier son rectificatif en date du 8 août 1924 ;

Vu le décret du 26 septembre 1915, fixant la composition du

Conseil de revision dans les Etablissements français de l'Océanie;
Vu l'arrêté n° 484, en date du 27 octobre 1924, relatif à la revision de la classe 1925 et à l'examen des ajournés des classes 1922, 1923 et 1924,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Le Conseil de revision appelé à procéder à la formation de la classe 1925, sera composé comme suit :

MM. le Secrétaire Général de la Colonie, *Président* ;
Ch. Bérard, Membre du Conseil d'Administration, *Membre* ;
E. Ahnne, Membre du Conseil d'Administration, *Membre* ;
le Lieutenant Commandant le Détachement d'Infanterie coloniale, *Membre*.

Art. 2. — Le Conseil sera assisté :

D'un Médecin militaire, ou, à défaut, d'un Médecin de réserve.
Du Commandant du détachement de Gendarmerie ;
D'un sous-officier du bureau de recrutement.

Art. 3. — Le Secrétaire Général et le Lieutenant Commandant le Détachement d'Infanterie coloniale, chargé du recrutement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et notifié partout où besoin sera et publié au *Journal officiel* de la Colonie.

Papeete, le 27 octobre 1924.

RIVET.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire Général,
SOLARI.

Le Lieutenant Commandant le
Détachement d'Infanterie coloniale,
A.-H. DEMAY.

DÉCISION concernant l'organisation de la Fête Nationale de l'Armistice, du 11 novembre 1924.

(Du 29 octobre 1924.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu la loi du 24 octobre 1922, fixant au 11 novembre la Commémoration de la Victoire et de la Paix,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — A l'occasion de la Fête Nationale de l'Armistice le mardi 11 novembre 1924, les bureaux, ateliers, chantiers et établissements scolaires seront fermés toute la journée du lundi 10 novembre.

Les édifices publics et les navires mouillés dans le port de Papeete seront pavoisés le 11 novembre 1924, du lever au coucher du soleil.

La cérémonie du salut au drapeau aura lieu le même jour, à 8 heures du matin, dans le parc du Gouvernement.

A l'issue de cette cérémonie, le Gouverneur accompagné du Conseil d'Administration se rendra au Monument aux Morts, pour y déposer une gerbe de fleurs au nom de la Colonie.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete le 29 octobre 1924.

RIVET.

EXTRAITS

Actes du Gouvernement local.

Par arrêté du Gouverneur, n° 468, en date du 14 octobre 1924, dispense de production de l'acte de décès de sa mère Tematafaa-tau a Tino, décédée à Haapiti, au mois de décembre 1918, est accordée à la demoiselle Tetuaitaha a Moevai, à l'effet de contracter mariage avec le sieur Punuatua a Haumani.

Par arrêté du Gouverneur, n° 469, en date du 14 octobre 1924, dispense de la production de son acte de naissance est accordée au sieur Tuarae a Teahuitu, né à Patio (Ile Tahaa) le 25 décembre 1887, fils de Teahuitu a Mahu et de Hutia a Oo, à l'effet de contracter mariage avec la demoiselle Tetua a Tumake.

Par arrêté du Gouverneur, n° 470, en date du 14 octobre 1924, dispense de la production de son acte de naissance est accordée à la demoiselle Arumarii a Ioane, fille de Timona a Ioane et de Paruru, née à Amaru (Ile Rimatara) en 1884, à l'effet de contracter mariage avec le sieur Tuiaho Durietz.

Par décision du Gouverneur, n° 481, en date du 24 octobre 1924, un témoignage officiel de satisfaction est accordé aux personnes dénommées ci-après, pour l'activité et le courage dont elles ont fait preuve en poursuivant et en capturant trois prisonniers en état d'évasion, malfaiteurs dangereux opérant à main armée :

MM. Teihotua a Tehei, Président-adjoint du district de Punaauia.
Tehahe a Manate.
Emile Largeveau.
Mehao a Teave.
Toromona a Teamo.
Tetuaiteruru a Pea.
Tama a Pea.
Hutiti a Avaemai.
Turere a Avaemai.
Teurinatua a Teuri.

MM. Tinorua a Tehahe.
Viriamu a Hopu.
Tanetua a Teremate.
Victor Bennet.
Tiai a Taurarii.
Taniera a Taurarii.
Toofa a Tauraa.
Amata a Teremate.
Tihoni Bennet.
Iatopo a Taurarii.
Otaha a Airima.

Par décision du Gouverneur, n° 486, en date du 27 octobre 1924, M. le Médecin-Major de 1^{re} classe Pouliquen, Chef du Service de Santé, assistera le Conseil de revision pour les séances ayant lieu à la Mairie de Papeete les 19 et 20 novembre 1924, de huit heures à onze heures trente ; M. le Médecin-Major de 2^{me} classe Vernon, pour la séance ayant lieu à Taravao le 22 novembre 1924, à partir de huit heures.

AVIS OFFICIELS

Au sujet de la culture du coton.

Papeete, le 27 juin 1924.

L'Agent de Culture chargé de la Station Agronomique de Tahiti,
à Monsieur le Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie.

Monsieur le Gouverneur,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre n° 364 du 22 mai dernier, transmissive d'une copie de la dépêche ministérielle n° L. 857, du 25 mars 1924, concernant la culture du coton.

En raison surtout de la rareté actuelle et du prix excessivement élevé de la main-d'œuvre dans nos Etablissements français de l'Océanie, il est bien difficile, sinon impossible, de donner pleine satisfaction aux instructions de la dépêche sus-visée.

Coton courtes-soies.

D'autre part, la culture du coton courtes-soies, 24-27 m/m, qui est en effet le plus recherché par la filature française qui l'emploie à la fabrication de tissus de prix moyens, ne saurait être sérieusement envisagée dans la Colonie. Je ne crois pas que ce cotonnier, genre "Mississippi", qui a donné de bons rendements au Soudan où la chaleur est élevée, puisse se développer et végéter normalement sous notre climat humide ; il pousserait rapidement à bois et donnerait peu de capsules. Son cycle végétatif est de quatre mois et demi.

Cependant, à titre d'expérience, je me propose de tenter, sur une petite échelle, un essai de culture de ce coton au jardin de Mamao pendant la saison sèche et au moyen de graines d'origine que je vais demander tout de suite à l'Association Cotonnière de Paris. Comme moyen préventif contre l'invasion éventuelle d'insectes parasites, j'aurai soin, à l'arrivée de ces semences, de les faire brasser un quart d'heure environ dans une solution à 3 % de sulfate de cuivre pour détruire les larves dont les graines américaines sont généralement infestées.

Aux Iles Marquises, les courtes-soies pourraient mieux réussir.

Longues-soies.

Par contre, le cotonnier longues-soies, 30 à 42 m/m, convient très bien à la nature du sol et à l'atmosphère humide de nos îles. La variété qu'on y trouve — je devrais dire qu'on y trouvait encore, il y a quelques années, avant la reprise de la vanille — est du genre "SEA-ISLANDS", dégénéré faute de sélection et de soins cultureux de la part des indigènes, mais dont la fibre conserve une grande valeur encore.

A la Station agronomique, je me suis depuis un certain temps déjà sérieusement préoccupé de cette variété et notre jardin d'essais, qui en possède quelques magnifiques spécimens, sera sous peu en mesure de distribuer quelques petits lots de semences aux planteurs désireux d'en faire l'essai. Ces derniers devront, ainsi que je ne manquerai point de leur en faire la recommandation, ne planter que les graines bien noires, lisses, pointues et sans duvet. Je me suis en outre mis en rapport avec les Directeurs de la Société Cotonnière, pour obtenir d'eux, d'ici au mois de septembre prochain, une assez grande quantité de graines provenant d'un "Sea-Island" récolté aux Iles Marquises où j'ai pu, *de visu*, me rendre compte des excellents résultats qu'il y a donnés. Ces graines pourront être distribuées gratuitement aux planteurs.

Dans un but de propagation et d'amélioration de cette espèce déjà acclimatée et qui est, à mon avis, celle dont il convient de préconiser spécialement la culture, des semences sélectionnées vont être demandées par la même voie à la Société Coopérative Cotonnière d'Orléansville. Je pense qu'elles pourront parvenir ici vers octobre ou novembre prochains, époque propice à leur mise en terre.

Grande culture.

Sauf sur certains grands domaines des Iles Marquises dont quelques-uns ont été signalés dans mon rapport du 4 janvier 1924, se prêtant assez bien à la motoculture, mais dont la mise en valeur ne saurait être utilement entreprise que par de puissantes Sociétés important elles-mêmes la main-d'œuvre nécessaire, *il ne faut pas songer à la grande culture du coton en Océanie française* : presque partout la déclivité du sol s'y oppose et l'emploi de machines aratoires à grand rendement y devient difficile, sinon impossible.

Culture familiale.

Le seul moyen d'arriver à une production relativement importante serait, à mon sens, le développement de la culture familiale. Que chaque propriétaire indigène, ou autre, ait son champ de coton, qu'il lui soit fourni des semences sélectionnées et surtout qu'il soit guidé dans les soins cultureux à donner à la plante.

Polyculture.

Planté en rangées intercalaires avec les cocotiers le coton profite considérablement à ceux-ci par les façons qu'il oblige de donner au sol dans une culture bien comprise. Cet écroutement favorise une importante nitrification permettant l'assimilation plus complète par les cocotiers de toutes les réserves de matières organiques azotées souterraines et dont les résultats se traduisent par une augmentation importante des récoltes.

Dans la petite culture, après le cocotier et la vanille, le coton se place, dans notre Colonie, au premier rang des plantations à conseiller pour éviter les aléas et les dangers de la monoculture.

Prix de revient et bénéfices.

Sur place même, le Directeur de la Société Franco-Tahitienne me donnait hier encore l'assurance formelle que, pendant très longtemps, sa Compagnie, qui possède une usine d'égrenage, pourrait garantir aux producteurs de toutes nos îles un prix *minimum* de trois francs cinquante, par kilog de coton-graines. Dans ces conditions, en escomptant une production moyenne et possible de 1.200 kilogs, on pourrait envisager un rendement de 4.200 francs à l'hectare.

En Nouvelle-Calédonie où la main-d'œuvre est très sensiblement moins chère qu'ici, on estime généralement que l'ensemble de tous les frais (entretien, binages, ensachage, cueillette, amortissement, frais divers) atteint 0 fr. 50 par kilo de coton brut. En admettant que ce chiffre doive être majoré de 100 % pour nos îles, c'est une somme de 1.200 francs que nous aurions à déduire de celle de 4.200 représentant le prix de vente de la récolte d'un hectare.

Le bénéfice net ressortirait ainsi à 3.000 francs.

Rôle de l'Agent de culture.

Parallèlement aux travaux qui seront poursuivis à la Station Agronomique en vue de la sélection et de l'amélioration des semences d'espèces intéressantes, je ne manquerai pas, au cours de mes tournées et aussi par la voix du *Journal officiel*, d'attirer l'attention du planteur sur l'intérêt que présente pour lui cette culture, et me ferai un devoir de propager les notions simples, mais indispensables, dont l'application s'impose pour obtenir de bons résultats.

Mais il est à craindre que l'indolence des maoris soit difficile à vaincre ; elle restera, probablement, le point noir à solutionner. Et cependant la culture du coton serait pour eux une source de profits, car les prix paraissent devoir rester élevés longtemps encore.

A. BRUGIROUX.

ENREGISTREMENT ET DOMAINES

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

Il sera procédé, le *Samedi 15 Novembre 1924*, à 8 heures du matin, dans la cour et dans les magasins des Subsistances et de la Marine, à Papeete, quai des Subsistances, à la vente aux enchères

publiques de matériel provenant du Service de la Marine, étant, notamment :

1 youyou de 4 m. 50 — 2 avirons — 4 tolets en fer — 1 mât — 1 chariot pour pompe.

Et le même jour, à l'issue de la vente des objets précédents, il sera procédé, dans la cour de l'ancienne Caserne d'Infanterie, à Papeete, Avenue Bruat, à la vente aux enchères publiques :

1° d'objets provenant des Greffes des Tribunaux, étant notamment : Cartes à jouer — vin — parfum — bagues — lampes électriques — casquette — nattes — boutons — dominos — dés — monnaie chinoise — cuvette — bouillote — flûte chinoise — lampe avec suspension — pareus — paletots — souliers — vêtements — oreiller — couverture — parapluie — fusil.

2° d'objets réformés provenant du magasin du Service Local et comprenant, notamment : Lit, sommiers, matelas, traversins, sièges divers, tables, pendule, nattes, scie, commode, armoire.

Avis sera donné, avant l'adjudication, des droits d'octroi de mer et de douane dont pourraient être frappés certains des objets à vendre.

Les prix d'adjudication augmentés de 6 p. % pour tous frais seront payables au comptant et avant livraison.

Aucune réclamation ne sera admise après la vente

Papeete, le 22 octobre 1924.

Le Receveur des Domaines,
FAUGERAT.

Règlement de la Cale de halage.

Article 1^{er}. — Les armateurs qui voudront faire monter leur navire sur la cale de halage devront se faire inscrire au Port et chez l'entrepreneur de la cale, sur un registre *ad hoc* qui mentionnera le nom du navire, la date et l'heure de l'inscription et qui sera émargé par l'armateur.

Art. 2. — (a) La montée sur cale des navires inscrits sera faite dans l'ordre d'inscription. (b) Toutefois dans le cas d'un navire rentrant au Port avec des avaries et dont la mise à sec serait reconnue indispensable par le Capitaine du Port, la priorité sera accordée à ce navire, après avis du Chef du Service des Travaux Publics et autorisation du Secrétaire Général.

Art. 3. — Tout navire inscrit absent du Port au moment de son tour de halage conservera pendant trois mois la priorité acquise sur les navires inscrits après lui.

Il sera halé avant tout autre navire si la cale se trouve disponible. Dans le cas contraire, il devra attendre la descente du navire sur cale.

Art. 4. — Tout navire devant monter devra se trouver la veille au soir devant la cale.

Le propriétaire devra aviser l'entrepreneur de la cale dès la veille au soir de son intention de faire monter son navire.

Art. 5. — Tout navire qui sera dans les conditions prévues par l'article précédent devra être monté par l'entrepreneur dès le lendemain matin à la prise du travail.

Art. 6. — Tout armateur qui après avoir avisé l'entrepreneur de son intention de faire monter un navire, ne serait pas prêt le jour indiqué devra payer les mêmes droits que si le navire était monté à cette date.

Art. 7. — Les navires devront être montés par l'entrepreneur jusqu'à ce que la quille soit au-dessus de la limite fixée par le Chef du Service des Travaux Publics.

Art. 8. — Les navires devront être disposés sur le ber de façon à ce que les ouvriers puissent travailler à leur aise. La quille devra reposer sur des tins en bois disposés en trapèze de manière à pouvoir être enlevés facilement pour réparer la quille.

Les épontilles qui maintiennent le navire sur le ber devront être fixées sur le bâti du ber aux endroits correspondant à l'un des chemins de roulement.

Dans le cas où une des épontilles serait posée en porte-à-faux sur le ber, elle devra être soutenue par une cale appuyant sur le sol.

Art. 9. — Les tins seront fournis par l'entrepreneur de la cale et devront lui être remboursés ou remplacés par l'armateur du navire, en cas de perte ou de détérioration.

Art. 10. — Les heures de travail sur la cale seront les heures ordinaires de la place.

Art. 11. — Le propriétaire du navire sur cale devra prévenir l'entrepreneur, dès la veille, de son intention de faire descendre son navire, la descente ne pouvant plus être effectuée après 3 heures de l'après-midi.

Art. 12. — Aucun navire ne pourra être halé sur le rivage sauf dans les cas suivants, après avis motivé du Capitaine du Port et du Chef du Service des Travaux Publics, et autorisation du Secrétaire Général :

1° En cas d'avarie d'un navire nécessitant sa mise au sec immédiate et lorsque la cale étant occupée le § b de l'article 2 ne pourra être appliqué ;

2° Lorsque les réparations à faire au navire à monter dépasseraient la durée de quinze jours suivant estimation d'un constructeur de la place et avis du Chef du Service des Travaux Publics ;

3° Lorsque le délai à attendre le halage atteindrait un mois.

Art. 13. — Sauf pour le premier des cas prévus à l'article précédent, tout armateur qui aura l'autorisation de faire haler son navire sur le rivage devra rembourser au Domaine, sur ordres de versement établis par le Service du Port, le quart de la somme qu'il aurait versée à l'entrepreneur de la cale pour le halage et le séjour de son navire sur la cale.

Papeete, le 13 octobre 1924.

Vu :

L'Entrepreneur :

P. Pon C. R. WALKER,

Signé : I. WALKER.

Le Chef du Service de la Navigation,
LE GAYIC.

Le Chef du Service des Travaux Publics,
G. HAYEM.

Le Secrétaire Général,
SOLARI.

Approuvé :
Le Gouverneur,
RIVET.

SERVICE DES CONTRIBUTIONS

Avis concernant les négociants et patentés.

MM. les négociants et patentés de toutes catégories qui auraient l'intention de cesser leur commerce ou leur industrie, sont invités

à en faire la déclaration au bureau des Contributions avant le 1^{er} janvier 1925.

Faute par eux de se conformer au présent avis, ils continueront à figurer au rôle des Contributions pour l'année prochaine.

Avis au sujet de la taxe sur les chiens.

L'Administration rappelle au public que, conformément au décret du 16 juin 1892, les possesseurs de chiens doivent faire leur déclaration à partir du 1^{er} octobre de chaque année jusqu'au 15 janvier de l'année suivante, date extrême.

Toutefois il n'est nécessaire de renouveler cette formalité que lorsque le nombre de chiens, précédemment déclarés, a varié depuis l'époque de la dernière déclaration, par augmentation ou diminution.

Parau faaite.

Te faaite faahou nei te Hau i te mau taata ato'a, e mai te au i te faaue raa mana no te 16 no tiunu 1892, e faaite ia i te mau taata e uri ta ratou, i taua mau uri ra i te mau matahiti atoa mai te hoe no atopa i te mau matahiti, e tae noa'itu ite 15 no tenuare no te matahiti i muri mai, o te taime hopea ia.

No te mau faaite raa uri i hope ae'nei i te rave hia, e au ia ia faaapi hia, mai te mea e ua huru'e te rahi raa o te uri (iti raa, rahi raa); mai te mea ra e o taua rahi raa tahito ra, aita ia e faaite raa api no te faahurue raa.

Avis au sujet de la taxe sur les voitures.

L'Administration rappelle au public les dispositions de l'arrêté du 30 octobre 1913, établissant une taxe sur les véhicules et rendant obligatoire la déclaration de possession :

Les déclarations ne doivent pas être renouvelées chaque année. Elles doivent seulement être modifiées au cas de changement, soit dans les bases de la taxe, soit dans le lieu de son imposition.

Les déclarations sont faites ou modifiées le 31 janvier au plus tard.

Les déclarations de possession en cours d'année de nouveaux véhicules doivent être faites dans les 30 jours de la date des faits qui motivent l'imposition.

En cas de déclaration de mutation dans la possession du véhicule, il n'est pas tenu compte de l'imposition du précédent possesseur, qui reste imposé jusqu'à la fin de l'année.

La radiation des matrices des véhicules non utilisés n'est pas admise. Cette radiation n'est due que lorsque la matière impossible a perdu absolument sa destination.

Avis.

Conformément à l'article 37 de l'arrêté du 16 février 1884, portant règlement sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes, les matrices pour l'année 1925, devant servir à l'établissement des rôles de patentes, de l'impôt personnel, de la prestation, de l'impôt sur la propriété bâtie et de la taxe sur les voitures seront tenues à la disposition des contribuables, au bureau des Contributions directes, du 12 au 23 décembre 1924, inclusivement.

PARTIE NON OFFICIELLE

CAISSE AGRICOLE

Situation au 1^{er} octobre 1924.

ACTIF.		
1 ^o Opérations principales.		
Prêts divers à longs termes (sur hypothèques de propriétés rurales).....	1.859.194 45	
Terrains vendus ou cédés à terme.	512.505 86	
		2.371.700 31
2 ^o Opérations accessoires.		
Effets à recouvrer.....	1.458 72	
Prêts sur hypothèques de propriétés de ville.	369.458 69	
Achats de titres.....	4.000 »	
Inscription hypothécaire sur les biens du comptable en garantie de sa gestion...	4.000 »	
		378.917 41
3 ^o Divers.		
Immeubles divers.....	11.765 10	
Mobilier.	2.013 65	
Caisse.....	13.044 31	
Correspondants divers.....	»	
Avances à régulariser.....	»	
Intérêts sur ventes et prêts.....	4.964 84	
Service Local : son compte Agences.....	»	
Intensification de la production du sol (avance remboursable au Service Local).	542 50	
Dépôts à la Banque de l'Indo-Chine.	150.000 »	
		182.330 40
		2.932.948 12
PASSIF.		
Dépôts.....	2.556.428 60	
Cautionnement du comptable.....	8.000 »	
Prêts du Service Local.....	100.000 »	
Successions Orirau et Roura a Tamaitiore	10.050 »	
Avances à régulariser.....	122 »	
Correspondants divers.....	348 82	
		2.674.949 49
Capital ou balance en faveur de la Caisse.....		257.998 63

Mouvement de la Caisse Agricole en septembre 1924

DÉSIGNATION DES COMPTES	RECETTES	DÉPENSES
Effets à recouvrer.....	»	»
Prêts divers à longs termes.....	14.663 29	53.000 »
Terrains vendus ou cédés à terme.....	550 »	1.000 »
Frais généraux.....	»	4.197 36
Intérêts divers sur ventes et prêts.....	6.909 54	»
Dépôts.....	201.048 76	139.810 75
Intérêts sur dépôts.....	»	403 55
Avances à régulariser.....	»	175 »
Correspondants divers.....	2.835 61	34.001 71
Prime perçue sur traites délivrées pendant le mois.....	17 73	»
Recettes diverses.....	29 »	»
Service Local : son compte Agences.....	45.914 15	»
Intensification de la production du sol (avance remboursable au Service Local)	»	»
Dépôts à la Banque de l'Indo-Chine.....	79.655 08	110.155 08
Prêt du Service Local.....	45.914 15	45.914 15
Succession Orirau et Roura a Tamaitiore.	»	5.721 07
Totaux du mois.....	397.537 31	394.378 67
L'encaisse au 1 ^{er} septembre 1924 était de.	9.885 67	»
Soit.....	407.422 98	»
Les dépenses du mois s'étant élevées à.	394.378 67	»
Il reste en caisse, au 1 ^{er} octobre 1924. ..	13.044 31	»

Résumé des opérations du mois.

Le capital, au 1 ^{er} septembre 1924, était de		252.569 ^{fr} 46
L'A voir du compte <i>Profits et Pertes</i> s'est augmenté pendant le mois :		
Des intérêts échus :		
Sur les terrains vendus ou cédés,	100 59	
Sur les prêts divers à longs termes...	9.382 76	
Sur les dépôts à la Banque de l'Indo-Chine	500 »	
Sur avances de 1 ^{er} établissement.....	»	
Sur divers débiteurs.....	»	
Sur intensification de la production du sol (avance remboursable au Service Local).....	»	
Des recettes diverses.....	29 »	
De la prime perçue sur traites délivrées pendant le mois	17 73	
		40.030 08
Le DÉBIT de ce compte comprend:		262.599 ^{fr} 54
Les frais généraux du mois.....	4.197 36	
Les intérêts sur dépôts payés pendant le mois.....	403 55	
		4.600 91
Le capital, au 1 ^{er} octobre 1924, est de...		257.998 ^{fr} 63

Certifié conforme aux écritures :

Le Secrétaire-trésorier,

H. VILLIERME.

Vu et vérifié :

Le Chef du 1^{er} Bureau,
GALLIEN.

Vu :

Le Président,
Dr F. CASSIAU.

Vu :

Le Censeur,
A. SOLARI.

ANNONCES JUDICIAIRES

Insertion faite en exécution de l'article 32 du décret du 28 novembre 1866.

Le Greffier des Tribunaux de Papeete informe M. ALEXANDRE COWIE, sans domicile ni résidence connus, que MM. HOMES et CH. BROWN ont déposé contre lui une requête en résolution de contrat et en paiement de dommages-intérêts.

L'audience à laquelle la cause sera appelée a été fixée au 4 novembre 1924, à huit heures, par M. le Président.

Le Greffier,
G. DUBOUCH.

Etude de M^e LÉONCE BRAULT, Défenseur à Papeete.

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE

Il sera procédé le **Mardi 25 Novembre 1924**, à 8 heures du matin, en l'audience des criées du Tribunal Civil de Première instance de Papeete, séant au Palais de Justice de ladite ville, à l'adjudication, au plus offrant et dernier enchérisseur,

en cinq lots, des biens immeubles qui seront ci-après désignés, savoir :

Désignation des biens à vendre :

Premier lot. — Les droits indivis égaux à un sixième dépendant de la succession du sieur Tahuataaroa à Tara sur la terre "FAREAHU" n^o 255, sise au district de Tiarei. Cette terre, est bornée du côté de l'Est, par la terre "Tevaihaapupu" jusqu'à la terre "Tenaparaoa", sur une longueur de 150 mètres environ; et depuis la mer, jusqu'à la terre "Temataroa", sur une longueur de 90 mètres environ.

On trouve sur cette terre 150 cocotiers environ.

Deuxième lot. — La terre "TARARAUHARA", sise au même district, dans la vallée de "Onohea" à 150 mètres environ de la route de ceinture. Elle est bornée du côté de la mer, par la terre "Atititia"; du côté de l'intérieur, par la terre "Pomarepa"; du côté de Mahina, par la grande limite de Avehi; et du côté de Papenoo, par la grande limite de Aarue.

Cette terre est plantée d'environ 240 cocotiers presque tous en rapport, et de nombreux orangers.

Troisième lot. — La terre "TERUAARAEA", sise au même district, et située à environ quatre kilomètres à l'intérieur de la vallée de "Onohea".

Cette terre, qui est inculte, est bornée, du côté de la mer, par la terre "Atimataitahi"; du côté de l'intérieur, par la terre "Paurau"; du côté de Mahaena, par la grande limite de Avehi; et du côté de Papenoo, par la terre "Paurau".

Quatrième lot. — Les droits indivis égaux à un huitième dépendant de la succession du sieur Tahuataaroa à Tara sur la terre "TENIUPORORIRE", sise au village de Tiarei. Cette terre est plantée de dix cocotiers, et est bornée: du côté de la mer, par la mer, sur une largeur de dix mètres environ; du côté de l'intérieur, par le pied de la montagne, sur une largeur de 19 mètres environ; du côté de Mahaena, par une autre terre "Teniupororire", sur une longueur de quatre-vingt-dix mètres environ.

Cinquième lot. — Les droits indivis égaux à un huitième, dépendant de la succession du sieur Tahuataaroa à Tara, sur la terre "ARAATIAVA", située dans l'intérieur de la vallée "Onohea". Sur cette terre se trouve une petite plantation de vanille et dix-sept cocotiers, non en rapport.

Le présent lot comprend aussi les vallées à "fei" situées dans la grande vallée "Onohea", et connues sous les noms de: "VAITUPAPAU", "MAATEA", "VALAMI", "FAANA-NAOE", "TEANA" et "TERIU".

Ces immeubles ont été saisis à la requête de Monsieur CHIN FOO, Banquier demeurant à Papeete, et ayant pour Défenseur M^e LÉONCE BRAULT, demeurant en ladite ville, rue du Commandant Destremau, par procès-verbal de M^e Paul Martin, huissier des Tribunaux de Papeete, en date du 4 août 1924, enregistré le 6 du même mois, et dénoncé aux héritiers Tahuataaroa à Tara les 8 et 14 août 1924. Procès-verbal de saisie et exploits de dénonciation ont été dûment transcrits au Bureau des Hypothèques de Papeete, le 10 août 1924, vol. 9, n^o 15, conformément à la loi.

Mises à prix :

L'adjudication aura lieu sur les mises à prix, fixées par le créancier poursuivant, ainsi qu'il suit :

1 ^{er} Lot: Deux cent cinquante francs, ci....	250 fr.
2 ^{me} Lot: Cinq cents francs, ci.....	500 fr.
3 ^{me} Lot: Cinq cents francs, ci.....	500 fr.
4 ^{me} Lot: Trois cents francs, ci.....	300 fr.
5 ^{me} Lot: Deux cents francs, ci.....	200 fr.

Il est déclaré, conformément aux dispositions de l'article

696 du Code de procédure civile, que tous ceux du chef desquels il pourrait être pris inscription sur les immeubles saisis, pour raison d'hypothèques légales, devront requérir cette inscription avant transcription du jugement d'adjudication.

Pour tous renseignements, consulter le Cahier des charges déposé au Greffe des Tribunaux de Papeete.

Fait et rédigé par M^e LÉONCE BRAULT, Secrétaire de M^e BRAULT, Défenseur poursuivant, à Papeete, le 22 octobre 1924.

LÉONCE BRAULT.

Etude de M^e MARIUS BERTRAND, Défenseur à Papeete.

VENTE SUR LICITATION

Au plus offrant et dernier enchérissant, en l'audience des criées du Tribunal Civil de Première instance de Papeete, séant au Palais de Justice, en trois lots, des terres "**VAITOH 2**", "**FAREIHI**", et d'une maison, sises au district de Punaauia.

L'adjudication aura lieu le **Mardi 25 Novembre 1924**, à 8 heures du matin.

On fait savoir à tous ceux qu'il appartiendra,

Qu'en exécution d'un jugement rendu par le Tribunal Civil de Première instance de Papeete, le 4 mars 1924, et aux requêtes, poursuites et diligences de Mademoiselle Marguerite TEISSIER, propriétaire, demeurant à Papeete,

Pour laquelle domicile est élu à Papeete, quai de l'Uranie, en l'étude de M^e BERTRAND, Défenseur ;

En présence de :

Monsieur Fortuné TEISSIER, père, propriétaire, demeurant au district de Punaauia, pris en sa qualité de tuteur de Monsieur Tenania TEISSIER,

Il sera, le mardi 25 novembre 1924, à 8 heures du matin, en l'audience des criées du Tribunal Civil de Papeete, procédé à la vente sur licitation, au plus offrant et dernier enchérissant, en trois lots, des terres et maison dont la désignation suit :

Désignation :

Premier lot.

Une terre dénommée "**VAITOH 2**", sise au district de Punaauia, traversée par la route de ceinture et s'étendant de la mer vers l'intérieur. Elle est bornée du côté de la mer par la mer, où elle mesure 12 mètres; du côté de la montagne par la terre "**Puen**", où elle mesure 15 m. 15; du côté du district de Faâa par la terre "**Vaitoh 3**", où elle mesure 279 mètres 50 centimètres; du côté du district de Paea par la terre "**Vaitoh 1**", où elle mesure 279 mètres 50 centimètres; telles que lesdites mesures résultent du plan dressé le 13 septembre 1924 par Monsieur Pelletier, expert-géomètre de la Caisse Agricole.

Elle comporte une cinquantaine de cocotiers en rapport, une vingtaine de jeunes cocotiers, une vingtaine de bananiers et un arbre à pain.

Deuxième lot.

Une terre dénommée "**FAREIHI**", sise au même district de Punaauia, traversée elle aussi par la route de ceinture et s'étendant de la mer vers l'intérieur. Elle est limitée: d'un côté par la terre "**Tepourifaite**", sur une longueur de 357 mètres environ; du côté opposé par une autre terre qui la sépare de la terre "**Vaitohi**", où elle s'étend sur une longueur de 316 mè-

tres environ et aboutit à un point où elle forme un angle aigu. Elle est limitée à l'ouest par la mer, où elle mesure 66 mètres 75 centimètres environ; telles que ces dites mesures résultent d'un acte de vente du 29 octobre 1902.

Elle comporte environ 150 cocotiers en rapport, environ 50 jeunes cocotiers, deux avocatiers, une vingtaine de bananiers. Il est en outre spécifié que la moitié environ de cette terre est marécageuse.

Troisième lot.

Une maison, sise sur la terre "**Vaitohi 4**", composée d'une seule pièce non peinte ni plafonnée, avec véranda sur ses parties avant et arrière, recouverte de tôles, d'une longueur de 24 pieds et d'une largeur de 26 pieds, en ce compris la largeur des véranda qui est de 7 pieds chacune.

Mises à prix.

Outre les charges, clauses et conditions énoncées au Cahier des charges qui a été déposé au Greffe des Tribunaux de Papeete, le 27 octobre 1924, les enchères seront reçues sur les mises à prix fixées par le jugement sus-énoncé, comme suit :

- 1^{er} lot. — Terre "**Vaitohi 2**", mille francs... 1.000 fr.
- 2^{me} lot. — Terre "**Fareihi**", mille francs... 1.000 fr.
- 3^{me} lot. — Une maison sise sur la terre "**Vaitohi 4**", trois cents francs... 300 fr.

Fait et rédigé à Papeete, par M^e H. HOPPENSTEDT, Secrétaire de M^e BERTRAND, Défenseur poursuivant, le 27 octobre 1924.

H. HOPPENSTEDT.

ANNONCES DIVERSES

A V I S

Monsieur YU YOU, n° 1707, a l'honneur d'exposer :

Qu'il avait exercé, à Papeete, conjointement avec son frère, YU TCHONG n° 1296, la profession de commerçant, sous l'enseigne de "**Kin Lee**" et avec la patente établie au nom de Yu You n° 1707;

Que, son magasin ayant été sinistré lors de l'événement du 22 septembre 1914, il a continué à exercer son commerce, également avec son frère Yu Tchong, dans le district de Punaauia, au 12^e kilomètre et demi;

Que récemment, Yu You s'étant retiré de son commerce, il est intervenu, entre lui et Yu Tchong, un accord en vertu duquel toutes les dettes contractées, dans et avant l'année 1924, par Yu You n° 1707, pour les besoins du commerce sus-relaté, et dont le paiement n'a pas encore été effectué, seront réglées par Yu Tchong n° 1296;

Que Yu You, par suite de cet accord, se trouvant se dispenser de l'obligation de se libérer de ses dettes, prie, en conséquence, ses créanciers de vouloir bien s'adresser, à l'avenir, à Yu Tchong n° 1296, demeurant à Punaauia, pour le règlement de leurs créances.

Papeete, le 28 octobre 1924.

YU YOU N° 1707.

J'ACHÈTE TRÈS CHER

les Timbres usés des Colonies françaises.

Mademoiselle RIVOIRE, 1, Rue Sainte-Germaine,
TOULON (Var), France.

On
peut **1.500.000 francs** avec
gagner **25 Fr.**

et le solde en 23 mensualités de 40 fr. en achetant à crédit (conforme à loi 12 mars 1900 avec propriété immédiate du titre et du lot si l'on gagne; les titres non gagnants son remboursés au pair — Sécurité absolue — économie forcée avec chance de gain) ensemble, les obligations à lots suivantes :

VILLE DE PARIS 1919 5%.

BON à LOTS PANAMA.

16 tirages par an : 2 en Février — Avril — Mai — Juin — 2 en Août — Octobre — Novembre et Décembre.

Prochains tirages 15 et 22 Août.

Tableau des tirages des 2 titres réunis en tout 205.000 lots environ de 1.000 fr., 10.000, 100.000, 200.000, 250.000, 500.000 et 1 million.

Il suffit d'adresser 25 fr. à l'**OFFICE ÉCONOMIQUE**, 9, Quai du Canal, Marseille (Maison Paquet) pour recevoir les N^{os} par contrats timbrés. Les plus hautes références — chèques postaux 11.301 et registre Commerce 40.033 — Listes et vérifications gratuites après tirages.

A VENDRE A L'AMIALE

Propriété située rue de la Mission, comprenant maison d'habitation (6 pièces, 2 cabinets) cuisine, salle de bain, jardin. S'adresser à M. GALLIEN.

A VENDRE : Terres avec ruisseau, situées entre les vallées de TIPAERUI et de PIAFAU, district de Faâa. Il y existe maison d'habitation, cocotiers et vanilles.

S'adresser au propriétaire R. GUÉHO.

Madame V^{ve} Guilbert prévient le public qu'elle ne répondra pas des dettes contractées par son fils mineur M. Gaston Guilbert

LE PLUS MODERNE DES JOURNAUX
Documentation la plus complète et la plus variée

EXCELSIOR

GRAND ILLUSTRÉ QUOTIDIEN à 20 cent.

Abonnements à EXCELSIOR TROIS MOIS SIX MOIS UN AN

Colonies françaises, .. 18 frs 34 frs 65 frs

Spécimen franco sur demande. — En s'abonnant 20, rue d'Enghien, Paris, par mandat ou chèque postal (Compte n^o 5970), demandez la liste et les spécimens des Primes gratuites fort intéressantes.

DIMANCHE-ILLUSTRÉ

EXCELSIOR-DIMANCHE

Magazine illustré en couleurs

16 pages 25 cent.

Abonnements à DIMANCHE-ILLUSTRÉ SIX MOIS UN AN

Colonies françaises .. 6.50 12 frs

EN VENTE A L'IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT

CALENDRIER POUR 1925

PRIX : En feuille : 50 centimes.

Conditions de vente du "Journal officiel" au numéro.

Le prix de vente de chaque numéro du *Journal officiel* et de ses suppléments est fixé comme suit :

Jusqu'à 16 pages.....	1 fr
De 17 à 24 pages.....	1 50
De 25 à 32 pages.....	2 »
De 33 à 40 pages.....	2 50
De 41 à 48 pages.....	3 »

Il est fait exception pour les suppléments contenant des revendications de propriété, lesquels sont vendus 0 fr. 50 par feuillet de 2 pages.

STATISTIQUE SANITAIRE

(Nomenclature Internationale)

3^{me} trimestre 1924

COMMUNE DE PAPEETE

NAISSANCES (60)

	Sexe masculin			Sexe féminin			Totaux			Pendant le trimestre
	Juillet	Août	Sept.	Juillet	Août	Sept.	Juillet	Août	Sept.	
Colons français.....	4	5	»	»	2	»	4	7	»	11
Indigènes.....	5	4	3	6	3	4	11	7	7	25
Métis.....	1	2	5	»	1	»	1	3	5	9
Etrangers.....	1	3	2	4	3	2	5	6	4	15
Totaux.....	11	14	10	10	9	6	21	23	16	60

MARIAGES

Juillet.....	3
Août.....	2
Sept.....	5
Total.....	10

DÉCÈS (37)

a) — Par groupes d'âges.	COLONS FRANÇAIS						MÉTIS						INDIGÈNES						ETRANGERS						TOTAUX		
	Sexe masculin			Sexe féminin			Sexe masculin			Sexe féminin			Sexe masculin			Sexe féminin			Sexe masculin			Sexe féminin			masculin	féminin	Pendant le trimestre
	Juillet	Août	Sept.	Juillet	Août	Sept.	Juillet	Août	Sept.	Juillet	Août	Sept.	Juillet	Août	Sept.	Juillet	Août	Sept.	Juillet	Août	Sept.	Juillet	Août	Sept.			
de 0 à 1 an.....	2	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	1	»	2	»	1	3	»	»	»	1	2	»	5	8	13
de 1 à 10 ans.....	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	1
de 10 à 25 ans.....	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	1	»	2	»	1	1	»	»	»	1	»	3	4	7
de 25 à 45 ans.....	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	1	2	»	1	»	»	»	»	»	1	»	6	2	8
de 45 à 65 ans.....	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3	2	»	1	»	1	1	»	»	»	»	»	6	2	8
de 65 à n ans.....	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Totaux.....	3			»			1			1			15			10			2			5			21	16	37

b) — Par causes :

Tuberculose pulmonaire.....	8
Ictère grave.....	1
Tumeur maligne.....	2
Diarrhée infantile.....	2
Mal de Bright.....	2

Congestion pulmonaire.....	2
Mort-nés.....	3
Dystocie.....	1
Tétanos.....	1
Broncho-pneumonie.....	5
Convulsions.....	2
Débilité congénitale.....	2

Suicide par pendaison.....	1
Hernie étranglée.....	1
Pleurésie purulente.....	1
Immersion.....	1
Méningite aiguë.....	1
Mal de Pott.....	1

Vu :

Le Chef du Service de Santé,
Dr POULIQUEN.Le Chef du Service d'Hygiène,
Dr L. SASPORTAS.

SERVICE DE SANTE

OBSERVATIONS MÉTÉOROLOGIQUES DU MOIS D'AOUT 1924.

Station de Papeete (Hôpital).

Latitude : 17° 31' 39" Sud. — Longitude de Paris : 151° 54' 30" Ouest ; en temps : 10 h. 7' 38".

DATES	TEMPÉRATURE				HUMIDITÉ RELATIVE en 100		PRESSIONS CORRIGÉES A ZÉRO		VENT		ÉTAT DU CIEL, NUAGES		PLUIE en millimè- tres	OBSERVATIONS
	MINIMA	MAXIMA	8 HEURES	16 HEURES	8 HEURES	16 HEURES	8 HEURES	16 HEURES	8 HEURES	16 HEURES	8 HEURES	16 HEURES		
1	19.9	28.3	22.8	24.7	84	80	760.3	758.3	N-E	N-E	0	10	3.0	
2	19.6	28.2	23.1	24.7	81	87	760.5	758.5	E	S-O	0	1	»	
3	19.6	28.8	23.1	26.4	83	74	761.8	759.2	E	S-O	3	7	»	
4	19.9	28.3	22.5	25.7	81	75	760.8	759.1	N-E	N-E	0	10	»	Rosée.
5	19.1	28.3	23.0	25.6	83	74	761.2	759.7	E	E	0	10	»	
6	20.5	27.5	21.9	25.8	91	76	762.0	759.6	N-E	S-O	6	10	2.0	
7	19.8	28.6	24.0	25.7	77	73	761.9	759.8	N-E	N	4	1	»	
8	17.0	27.6	21.2	25.4	80	67	762.3	760.4	N-E	N-E	0	3	»	Rosée.
9	16.8	27.8	21.0	26.2	79	61	762.2	759.8	N	S-E	0	8	»	
10	17.8	28.2	22.0	26.4	81	72	762.5	760.3	E	S	1	6	»	
11	18.6	28.4	22.5	26.8	79	76	763.1	761.1	N-E	S-O	0	6	»	
12	19.1	28.9	23.0	27.3	83	67	762.2	759.9	E	N-E	1	6	»	
13	18.8	29.0	22.0	26.6	82	75	761.8	759.8	E	S-O	8	1	»	
14	20.1	27.9	24.8	26.4	76	74	761.0	760.1	S	N-O	2	3	»	
15	19.7	28.9	24.6	25.9	74	78	761.0	759.2	N-E	N-E	1	6	1.0	
16	19.0	28.2	23.0	26.4	83	71	760.9	759.2	E	O	2	10	2.0	
17	18.1	28.1	23.0	26.2	76	63	760.5	759.1	N-E	N-O	5	1	0.5	
18	16.2	27.2	21.0	26.7	73	71	760.8	758.8	E	N-E	1	7	»	
19	18.8	27.6	23.0	25.7	61	58	762.1	759.9	E	N-E	1	1	»	
20	17.0	28.8	23.2	26.5	68	61	763.0	760.5	E	N-E	0	6	»	
21	19.8	29.2	25.0	26.6	77	74	763.4	761.5	S-O	S-O	3	5	»	
22	21.0	29.4	25.0	27.9	74	64	763.2	761.0	N-E	S-O	1	1	»	
23	20.0	30.2	25.2	28.0	76	69	762.0	760.6	N-E	S	1	1	»	
24	20.5	29.9	24.5	27.9	79	58	763.3	760.7	N	S-O	1	1	1.5	
25	19.7	29.9	24.1	28.1	75	58	762.3	760.6	N-E	S-O	0	3	»	
26	19.6	30.0	24.3	27.2	74	73	760.8	758.2	N-E	N-O	0	7	»	
27	20.2	29.6	25.1	28.0	74	65	760.5	758.1	N-E	S-O	2	8	»	
28	20.4	30.2	24.8	27.6	77	62	760.8	758.7	N-E	N-E	1	1	»	
29	18.2	29.6	24.0	26.1	73	68	762.4	760.8	N-E	N	1	5	»	
30	19.0	28.8	22.2	24.8	74	61	762.5	761.0	N-E	N-E	6	9	»	
31	20.1	28.9	23.0	26.2	75	63	762.9	759.9	E	S	9	10	»	
Moyenne	19.1	28.7	23.3	26.4	78	69	761.6	759.8	Pluie totale				10 ^m /m	6 jours de pluie.

Le Pharmacien Major de 1^{re} classe,
LIOT.Vu :
Le Chef du Service de Santé,
Dr POULIQUEN.

TARIFS POSTAUX. — PRINCIPALES TAXES.

CATÉGORIES D'OBJETS	DESTINATIONS	TARIF D'AFFRANCHISSEMENT AU DÉPART (1)	POIDS maximum :	DIMENSIONS MAXIMA
Lettres et Paquets clos	Régime intérieur et franco-colonial	Jusqu'à 20 grammes..... 0 fr. 25 De 20 à 50 grammes..... 0 fr. 45 De 50 à 100 —..... 0 fr. 60 Au-dessus de 100 gr., par 100 gr. ou fraction de 100 gr. 0 fr. 20	1 k. 500	45×45×45, ou sous forme de rouleaux de 75 centimètres de longueur sur 10 centimètres de diamètre.
	Régime international	Jusqu'à 20 grammes..... 0 fr. 75 Au-dessus de 20 gr., par 20 gr. ou fraction de 20 gr. 0 fr. 40	2 kilog.	
Papiers d'affaires et de commerce.	Régime intérieur et franco-colonial	Mêmes taxes et conditions d'admission que pour les lettres, à l'exception des factures, relevés de comptes ou de factures, notes d'honoraires, bordereaux d'expédition, dont le tarif est de 0 fr. 20 jusqu'à 20 grammes.	1 k. 500	Comme pour les lettres.
	Régime international	Par 50 gr. ou fraction de 50 gr.. 0 fr. 15 Minimum de taxe..... 0 fr. 75	2 kilog.	
Cartes postales simples	Régime intérieur et franco-colonial	a) Illustrées, (2) comportant 5 mots au plus de correspondance du côté de l'adresse. 0 fr. 10 b) correspondance limitée au côté gauche de l'adresse. 0 fr. 15 c) ordinaires..... 0 fr. 20		Maximum 10×14. Minimum 7×9.
	Régime international. 0 fr. 45		
Cartes postales avec réponse payée	Régime intérieur et franco-colonial 0 fr. 40		
	Régime international 0 fr. 90		
Echantillons	Régime intérieur et franco-colonial	Jusqu'à 100 grammes..... 0 fr. 20 Au-dessus de 100 gr., par 100 gr. ou fraction de 100 gr. 0 fr. 15	500 gr.	30×30×30 ou 45×15×15 ; échantillons d'étoffes collées sur papier ; 45×45.
	Régime international	Par 50 gr. ou fraction de 50 gr. 0 fr. 15 (minimum 0 fr. 30).	500 gr.	
Imprimés	Régime intérieur et franco-colonial (3) (4)	Jusqu'à 50 gr..... 0 fr. 05 De 50 à 100 gr..... 0 fr. 15 Au-dessus de 100 gr., par 100 gr. ou fraction de 100 gr. 0 fr. 15	3 kilog.	Comme pour les lettres.
	Régime international.	Par 50 gr. ou fraction de 50 gr. 0 fr. 15	2 kilog.	
Recommandation	Régime intérieur et franco-colonial	Lettres, paquets clos et cartes postales ordinaires.. 0 fr. 60. Objets affranchis à prix réduits..... 0 fr. 40. Enveloppes de valeurs à recouvrer..... 0 fr. 40.		
	Régime international.	Droit fixe pour tous objets. 0 fr. 75.		
Avis de réception	Régime intérieur et franco-colonial..... 0 fr. 25.			
	Régime international	a) demandé au moment du dépôt de l'objet..... 0 fr. 75. b) demandé ultérieurement..... 1 fr. 50.		

(1) Les objets de correspondance adressés poste-restante sont passibles, en sus de la taxe ordinaire d'affranchissement, d'une surtaxe de cinq centimes (0.05) par objet, pour les journaux et écrits périodiques, et de 20 centimes (0.20) par objet, pour toutes les autres correspondances. Si cette surtaxe n'est pas acquittée au départ elle est perçue sur le destinataire. (Arrêté du 13 septembre 1922.)

(2) Pour bénéficier du tarif de 0.10 ou 0.15 l'illustration doit occuper tout le verso de la carte et les mentions imprimées sur ce côté de la carte doivent avoir un rapport direct avec l'illustration.

(3) Une catégorie d'imprimés dits "urgents", dont la liste limitative est la suivante : prix courants, mercuriales, cotes de bourse, ou d'office public ou de vente, lettres de convocation et d'invitations, avis de passage des voyageurs de commerce, avis de naissance, de mariage ou de décès, affiches, épreuves d'imprimerie et de copies destinées à l'impression dans les journaux, devront acquitter une taxe additionnelle de cinq centimes par objet pour bénéficier de l'acheminement dans les mêmes conditions que les lettres missives.

(4) **Cartes de visite.** — Le tarif de 0.05 est applicable aux cartes de visite contenant les indications manuscrites ou imprimés ci-après :

1° Nom, prénoms, qualité, profession et adresse de l'expéditeur.

2° En congé, en disponibilité retraite ou en retraite, qui se rapportent à la situation de l'expéditeur.

3° Jours et heures de réception ou de consultation.

Toutes autres mentions, quelles qu'elles soient, imprimées ou manuscrites, portées sur cartes de visite, rendent l'envoi passible du tarif de 15 centimes usqu'à 5 mots, ou du tarif des lettres, pour les inscriptions de plus de 5 mots.